



LE BUREAU  
DES QUESTIONS  
EXISTENTIELLES

À quelle sauce mange-t-on  
LES CHOCOLATINES  
À TOULOUSE ?

**SPÉCIALITÉ.** Ils ont voulu la guerre, ils l'ont eue ! Parce que quelques septentrionaux parisiens ont contesté la légitimité de l'appellation "chocolatine", l'armée sudiste s'est retroussée les manches pour défendre son exception culturelle. La chocolatine se revisite désormais à toutes les sauces.

Glace et bière à la chocolatine, championnats du monde ou compétition de fitness placés sous le signe de la chocolatine... Le touriste en visite dans la Ville rose n'y coupera pas. Sous une forme ou une autre, il devra goûter à la version méridionale de cette délicieuse viennoiserie. Qu'il la relègue au rang de pain au chocolat, comme 84 % des Français selon un sondage Ifop, ou qu'il lui préfère le vocable belge de couque. Si l'origine de la controverse est immémoriale, elle trouve, depuis peu, un second souffle. Pour preuve, le succès de l'article du "Gorafi" intitulé "Toulouse : il se fait abattre de 46 balles dans le corps pour avoir demandé un pain au chocolat", deuxième papier le plus lu du vrai-faux journal satirique. Depuis, les plus éminentes personnalités pâtisseries ont ajouté leur grain de sel. Et des sommités locales comme Michel Sadran sont même montées au créneau pour s'opposer au centralisme culinaire du cuistre cuistot de l'Élysée. Celui-ci ayant eu l'impudence de trancher en faveur du pain au chocolat. Face à ces attaques, la résistance s'organise en Occitanie. Le 27 avril, à un mois des premiers championnats du monde de la chocolatine, l'artisan toulousain Moustache lançait une crème glacée originale au parfum de la viennoiserie. Dans son sillage, le Hopschotch Pub, une micro-brasserie à deux pas du Capitole, élaborait le premier brassin à la chocolatine. « Nous aimons relever des défis. Le but était de réaliser une véritable bière de dégustation. Pas juste de proposer un truc fou », explique Anne-Sophie Bigot, cofondatrice de ce pub écossais qui avait déjà créé une bière au cassoulet. Un pari réussi. Toute la production de cette Imperial Milk stout a été consommée en



deux jours. « C'est vrai que le côté chauvin favorise la curiosité », concède-t-elle. « Ce qui nous différencie est aussi ce qui nous caractérise. Et cette opposition lexicale entre Toulouse et le Nord renforce cet attachement. Le client vient d'abord chercher un sentiment d'appartenance », analyse Corinne Chauveau, professeur de marketing. « Les réseaux sociaux sont friands de ce genre de débats. Ce qui leur donne une grande visibilité. C'est ce caractère très engageant qui intéresse les marques », complète Laurent Busca, également enseignant en marketing. Pour lui, le phénomène est aussi alimenté par une forme d'autodérision. « C'est le cliché du Toulousain prêt à manger n'importe quoi, tant que cela provient de sa ville », ajoute-t-il. « Si le produit est trop dérivé, les gens s'en détourneront et reviendront à une chocolatine plus tranquille », augure sa collègue qui se méfie de l'aspect capricieux de ces effets de mode.

Nicolas Belaubre

LE JOURNAL TOULOUSAIN  
**Jt**  
MÉDIA DE SOLUTIONS

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

Grand angle p.9  
ÉLECTRICITÉ VERTE :  
PLEINE PUISSANCE  
EN OCCITANIE

Et maintenant p.10  
POLÉMIQUE AUTOUR  
D'AFFICHES EN FAVEUR  
DE LA CULTURE TAURINE

JEUDI 06 > 12 JUIN 2019 • N° 842

# SORTIR LE SEXISME de l'ordinaire

L'hebdo qui fait pas genre



© Hélène Ressayres / JT



MEET-UP CONSEILS JURIDIQUES  
Le kit de survie du chef d'entreprise  
face au risque pénal



avec Maître Manon CABARE et  
Maître Samira BOU-OU



MARDI 12 JUIN  
À 8H au LAB'OÏKOS  
32 RUE RIQUET  
Entrée Libre



R 29141 - 0842 - F 1,00€



## C'EST L'HISTOIRE DE DÉTAILS... qui n'en sont pas

est édité par Scoparl News-Médias 3.1  
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse  
Tél : 09.83.27.51.09  
redaction@lejournaltoulouse.fr  
Registre du commerce :  
RCSB 803 281 880  
N° Commission Paritaire:  
1123 C 83361  
ISSN : 2425.1151  
Dépôt légal à parution  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :  
Rémi Demersseman  
RÉDACTEUR EN CHEF :  
Séverine Sarrat  
redaction@lejournaltoulouse.fr  
RÉDACTION :  
Philippe Salvador, Nicolas Mathé, Nicolas  
Belaubre, Séverine Sarrat et Emmanuel  
Clévenot.  
CHEF DE PROJET WEB :  
Fabien Pomiès  
CORRECTION :  
Thomas Gourdin  
PHOTOGRAPHES :  
Franck Alix et Hélène Ressayres  
MAQUETTE :  
Séverine Sarrat  
IDENTITÉ VISUELLE :  
www.cathycombarnous.fr  
ANNONCES LÉGALES :  
Tél. : 09.83.27.51.41  
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr  
Le Journal Toulousain est habilité  
à publier les annonces légales  
et judiciaires en Haute Garonne  
Tarif préfectoral 2019 : 4,16 € HT la ligne.  
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros  
et le contenu numérique.  
SERVICE COMMERCIAL  
(annonces légales et parutions publicitaires) :  
Véronique Lapeyre et Xavier Pamphile  
Tél : 09.83.27.51.41  
veronique.lapeyre@lejournaltoulouse.fr  
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)  
Pol. Ind. Casa Nova  
Carrer Pla de l'Estany s/n  
17181 Aiguaviva (Girona)  
Journal fondé en 1997 par André Gallego



Un catalogue de jouets dont la mise en page distingue les articles pour filles et pour garçons, une interpellation dans la rue ou une remarque sur un vêtement. Depuis toujours, les mouvements féministes nous disent qu'il existe un lien entre ces petits riens et des actes graves.

Avec la vague Me Too, la formule « culture du viol » est entrée avec force dans le débat. Un terme radical, susceptible de provoquer l'incompréhension ou le rejet. Or, il ne s'agit pas de considérer systématiquement comme des agresseurs en puissance un petit garçon alléché par un camion de pompiers ou un dragueur maladroit. Ni de faire des raccourcis. Mais, au contraire, de déconstruire patiemment les mécanismes qui contribuent à perpétuer la domination masculine. Et ainsi montrer à quel point le caractère ancestral, la répétition et l'imprégnation de ces actes dont les auteurs, et parfois même les victimes, ne mesurent pas la portée participent d'une atmosphère générale de tolérance.

Analyser la violence sexuelle autrement que comme le seul fait d'individus isolés et malades, c'est donc se pencher sur le sexisme ordinaire. Des mots, des gestes ou des actes qui excluent, marginalisent et infériorisent les femmes... Si les stéréotypes ne créent pas les inégalités. Ils les légitiment. Ils sont une part importante d'un continuum allant du sexisme ordinaire aux violences les plus insupportables.



Nicolas Mathé

**AVEC LA RÉGION,  
IMAGINONS ENSEMBLE  
LA MONTAGNE DE DEMAIN**

*Pour donner un nouvel horizon à une montagne vivante et dynamique, attractive et innovante, la Région engage une série de réunions locales réunissant grand public, partenaires et acteurs institutionnels pour travailler collectivement au développement des territoires.*

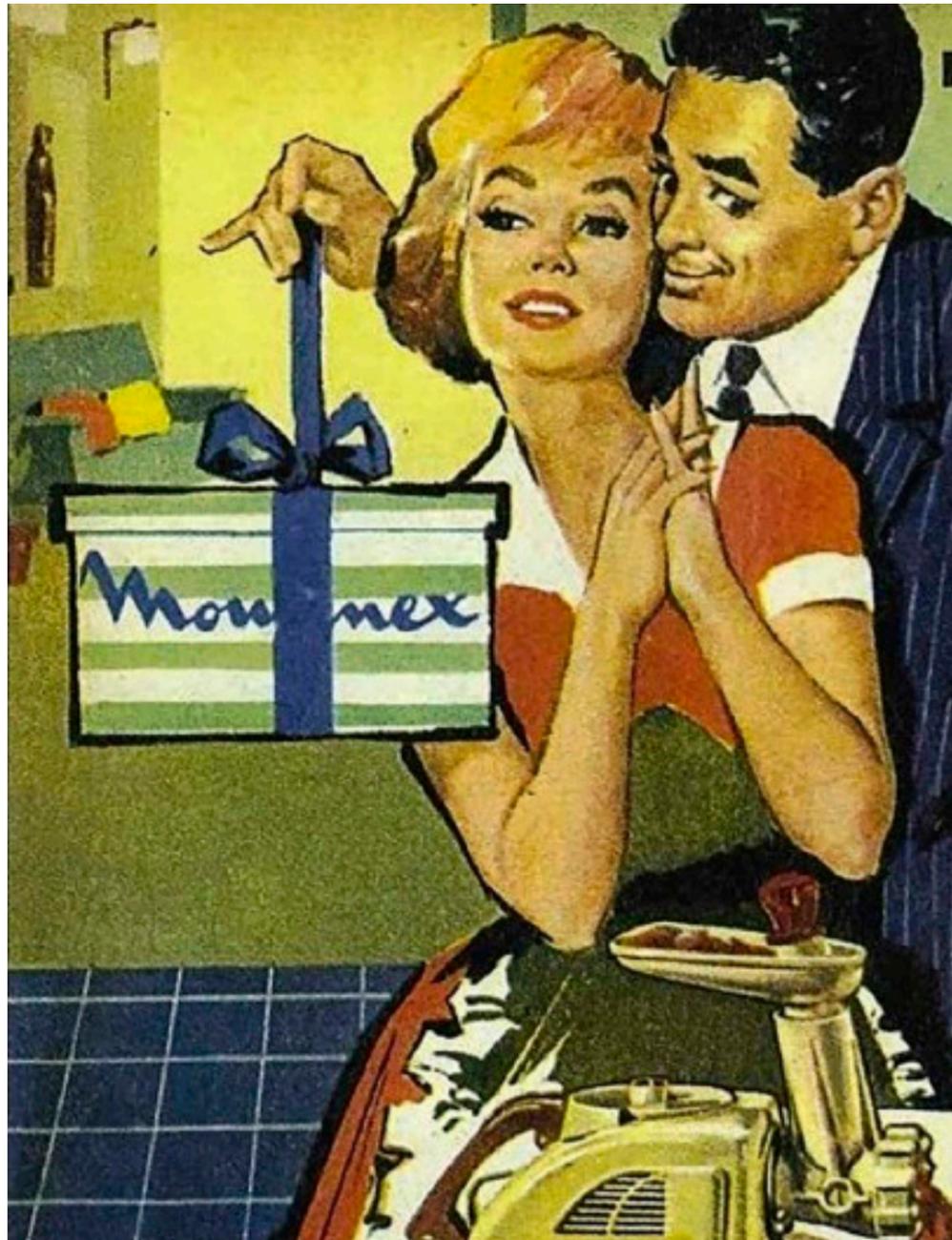
**ATELIER  
SARP**  
Mercredi 12 juin 2019  
18h | Salle des fêtes de Sarp

La Région Occitanie  
Pyrénées - Méditerranée

@occitanie | [laregion.fr](http://laregion.fr)

#### LIBERTÉ, ÉGALITÉ, SORORITÉ.

Lancée en Tunisie, la Journée mondiale de la mini-jupe, qui se tient ce jeudi 6 juin, n'a pas vocation à inciter les femmes à montrer leurs jambes. Mais à rappeler leur droit à se vêtir comme elles l'entendent, sans que leur soit prêtée quelque intention que ce soit. Ni en rendre compte à qui que ce soit. Et donc à ne pas subir le sexisme ordinaire qui se niche dans tous les recoins de la société. Cette semaine, le JT l'a débusqué et a donné leur place à celles et ceux qui nous ouvrent les yeux.



Jt

# SORTIR LE *de l'ordin*

Quatre femmes sur dix indiquent avoir récemment été victimes d'une injustice ou d'une humiliation liées à leur sexe, selon "L'État des lieux du sexisme en France", publié par le Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE) en janvier 2019. « C'est une première. Jamais un tel inventaire n'avait été réalisé dans le pays », précise l'institution, dont le rôle est d'animer le débat public et d'émettre des recommandations aux autorités, qu'il s'agisse du gouvernement ou des collectivités locales. Elle définit

« Il y a une invisibilisation des femmes jusque dans l'usage de notre langue »

le sexisme ordinaire comme l'ensemble des stéréotypes qui infériorisent les femmes.

Le Haut conseil souligne l'ancrage profond du phénomène dans notre société : « Il y a une invisibilisation des femmes jusque dans l'usage de notre langue, dans nos programmes scolaires ou nos références historiques. » Des normes et des marqueurs sociaux qui s'expriment dès l'arrivée d'un enfant : « Décoration de la chambre, jouets, vêtements... Très vite, les petites filles rêvent de devenir infirmières plutôt qu'astronautes. Sans que les parents ne s'en rendent compte, ils les élèveront différemment », confirme l'anthropo-

logue toulousaine Catherine Monnot. Des stéréotypes qui ont la vie dure : « Même si les hommes s'impliquent beaucoup plus que leurs pères il y a une trentaine d'années, nous sommes vraiment très loin de l'égalité. Les femmes consacrent encore quatre fois plus de temps aux tâches ménagères et leur charge mentale est toujours beaucoup plus lourde. Le pire, c'est qu'elles ont intériorisé cet état de fait », déplore la chercheuse.

L'humour est un autre facteur de discrimination. L'analyse réalisée par le Haut conseil sur un échantillon de sketches diffusés sur de grandes stations de radio montre que plus de la moitié d'entre eux mobilise au moins un ressort sexiste : « On veut faire rire sans les



# SEXISME

## aire

femmes et contre les femmes. Elles sont le plus souvent caricaturées en personnes hystériques, sottes, sensibles, fragiles ou émotives. » Chez les Youtubeurs, la ficelle est encore plus grosse. Huit vidéos sur dix des deux humoristes français les plus populaires, Cyprien et Norman, sont taxés par le HCE de propos discriminatoires, avec des contenus particulièrement dégradants. La pratique est courante : près de 40 % des Français ont entendu, au cours de l'année 2017, une blague sexiste. Peu visibles, les répercussions psychologiques sont bien réelles : « Les femmes se sentent dévalorisées, elles s'estiment moins. Autocensure, stratégie d'évitement... Elles sont en général contraintes de modifier leur comportement. Celle à qui l'on fait

des remarques sur sa tenue va finir par s'habiller différemment », prend pour exemple le HCE. « Par ailleurs, elles se retrouvent exclues des cercles de décision professionnels. Et du monde politique, où elles sont toujours largement minoritaires, 20 ans après l'instauration des lois sur la parité. »

Les spécialistes soulignent enfin qu'en matière de sexisme, aucun acte n'est anodin : « C'est une idéologie dangereuse, au même titre que le racisme ou l'antisémitisme... Dont les femmes sont neuf fois sur dix les victimes. »

*« Le pire, c'est qu'elles ont intériorisé cet état de fait »*

Philippe Salvador ✍

## Ces expressions du sexisme ordinaire



Jt

## LE SEXISME à la rue

**VIGIE.** Le diable se cache souvent dans les détails. Et, en l'occurrence, partout autour de nous dans l'espace public. Chacun à leur manière, la street artiste Popnographe, l'association Osez le féminisme ou la Brigade anti-sexiste arpentent les rues de Toulouse pour mettre en évidence les liens entre les cas de sexisme ordinaire et leurs répercussions à grande échelle.

Jt



La première fois qu'on les a vues apparaître, c'était sur les murs du Tabac des thermes, alors fermé pour travaux, sur le boulevard Carnot à Toulouse. Des photos de femmes affichées en noir et blanc, sans plus d'informations, auxquelles on ne prête qu'une furtive attention. Une semaine plus tard, les énigmatiques portraits étaient accompagnés de témoignages racontant des situations de sexisme ordinaire. Un titre était également visible, "Girls don't dress up for boys", levant le voile sur le dessein de cette exposition sauvage imaginée par Laurène, jeune street artiste toulousaine opérant sous le pseudonyme de Popnographe. « Le point de départ de ce projet est le rapport aux vêtements. C'est incroyable que l'on en soit encore là, c'est toujours le cœur du problème : beaucoup de femmes s'interdisent de porter certains habits », déplore celle qui a tenu une boutique de fringues vintage avant de se lancer dans l'aventure artistique. Depuis sa première œuvre sur des panneaux de chantier dans le quartier Compans-Caffarelli, il y a deux ans, Popnographe colle un peu partout à Toulouse, de manière spontanée. Elle s'empare parfois d'espaces d'expression libre, à partir du moment où la surface est assez grande. Ses portraits de femmes, « pas toujours souriantes, pas forcément jolies » tranchent singulièrement avec l'esthétique publicitaire environnante. « Mes images sont brutes, pas retouchées et avec des poses naturelles. Quant aux témoignages, je les restitue exactement tels qu'ils m'ont été confiés. Je veux qu'en les lisant, on puisse aussi les entendre et

être sûr que ces phrases ont vraiment été prononcées », souligne-t-elle. Pour les réaliser, Laurène a d'abord fait appel à son entourage avant d'être sollicitée par des inconnues, invitées ensuite à poser dans des vêtements dans lesquels elles se sentent bien. « Le projet a évolué au gré des entretiens.

Au-delà des habits, j'ai perçu un très grand besoin d'expression sur les stéréotypes de genre en général. »

« Ces actes et gestes du quotidien normalisent une situation qui ne l'est pas »

À l'image de "Girls don't dress up for boys", prolongement concret de la libération de la parole facilitée par des outils numériques, plusieurs initiatives toulousaines visent la réappropriation de l'espace public. « Ce qui se passe au sein d'un foyer est primordial, mais les enjeux dans la rue sont aussi très nombreux », admet Alyssa Ahrabare, présidente d'Osez le féminisme 31 et porte-parole nationale. À

Toulouse, une des actions de l'association consiste à recueillir des témoignages de femmes agressées et d'aller ensuite marquer avec des bombes de craie et des pochoirs l'endroit exact où se sont déroulés les faits, avec l'inscription « Ici, un homme a harcelé une femme ». « Nous utilisons de manière volontaire la forme active. Le but est de visibiliser les harceleurs, mais aussi de faire prendre conscience de la fréquence de ces actes », observe la militante.

Quant à la Brigade anti sexiste (BAS), dont l'antenne toulousaine a été fondée par des membres d'Osez le féminisme 31, elle organise régulièrement des opérations pour épinglez des publicités sexistes ou misogynes à l'aide de stickers et de marqueurs délébiles. Le détournement de ces affiches avec des messages tels que « pornographie commerciale », « culture du viol » ou « paye ton annonce sexiste » provoque parfois des réactions violentes. Mais, contrairement à ce qui est reproché aux mouvements féministes, ce genre d'action ne relève pas de la pen-



## LA TÊTE D'AMPOULE

# Perdre NOS MAUVAISES HABITUDES professionnelles

**INCOGNITO.** La notion de sexisme ordinaire est entrée en 2015 dans le Code du travail, mais elle n'a fait l'objet d'aucun jugement à ce jour. Pour Brigitte Grésy, secrétaire générale du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte passe notamment par la formation.

80 % des salariées considèrent qu'elles sont régulièrement confrontées à des attitudes ou décisions sexistes, avec des répercussions sur la confiance en soi, la performance et le bien-être au travail, selon une étude du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Un sexisme ordinaire qui a fait une entrée peu remarquée le 17 août 2015 dans le Code du travail, sous le nom d'agissement sexiste, « défini comme tout agissement lié au sexe d'une personne, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant ». Mais, à ce jour, cette nouvelle pièce de l'arsenal juridique en la matière n'a donné lieu à aucun jugement : « L'évolution est forcément très lente et nous n'avons pas d'instrument pour la mesurer précisément. C'est pourquoi il est question de mettre en place un baromètre du sexisme en entreprise », fait savoir Brigitte Grésy, secrétaire générale du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réflexion liée au physique, marque d'incivilité ou de mépris, le phénomène est polymorphe : « Ne pas donner la parole à une femme durant une réunion, lui couper la parole plus qu'à un homme, lui expliquer les choses comme si elle avait trois ans... Tout ça est typique du monde de l'entreprise », rapporte l'experte. « Il y a aussi les injonctions contradictoires, comme : "Tu y vas comme un homme, mais tu mets une jupe". Ou la bienveillance paternaliste : "Toi qui es intuitive, tu vas y arriver...", qui infériorise et recrée une division sexuelle des tâches. La femme est délégitimée dans sa carrière professionnelle, c'est une forme d'exclusion », tranche Brigitte Grésy. Elle est l'auteure, entre autres, d'un recueil intitulé "Le sexisme au travail, fin de la loi du silence?" publié en février 2017 aux éditions Belin, quelques mois avant qu'éclate l'affaire Weinstein et que renaisse le mouvement Me Too. « Un révélateur extraordinaire du phénomène au sein des organisations de travail, une mise en visibilité sans précédent », se félicite-t-elle.

Il ne reste plus qu'à agir. « Cela passe par la formation des DRH et des managers, des salariés eux-mêmes et de leurs représentants. » Tous les moyens sont bons pour sensibiliser : affichage, moocs, vidéos, théâtre, sorties, etc. De même, un document définissant ce qui relève du sexisme ordinaire doit être diffusé au sein de l'entreprise. Un kit élaboré par le Conseil supérieur pour l'égalité professionnelle peut aider à le rédiger. « Une cellule d'écoute peut aussi être mise en place pour les victimes », ajoute Brigitte Grésy. L'employeur est dans l'obligation de prendre des mesures de prévention des risques pouvant affecter la sécurité et la santé des salariés. Si elle est avérée, une discrimination fondée sur le sexe peut être punie par trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende.

Philippe Salvador ✍

sée unique ou du dogmatisme, selon la porte-parole d'Osez le féminisme : « Le fait de se demander si une publicité est sexiste ou non génère toujours des débats internes très intéressants et des désaccords. On analyse les postures, les couleurs utilisées. Les cas d'hypersexualisation sont souvent évidents, et d'autres moins flagrants... »

Si ces combats peuvent paraître anecdotiques de l'extérieur, c'est dans les détails que germent les conditions de la perpétuation de la domination masculine, assurent les associations. « Tout est lié. Aucun

sexisme n'est ordinaire, mais ces actes ou gestes du quotidien normalisent une situation qui ne l'est pas : la culture patriarcale », analyse Alyssa Ahrabare. En plus de renforcer la so-

« Contribuer  
à faire évoluer  
les mentalités »

solidarité, la solidarité entre femmes, ces petites luttes aboutissent parfois à de grandes victoires. En 2017, le Conseil de Paris a ainsi interdit les publicités sexistes ou discriminatoires dans la ville. Les ambitions de l'artiste Popnographe ne vont pas jusque-là : « Si j'ai contribué à faire évoluer les mentalités d'une ou deux personnes, c'est déjà gagné. »

Nicolas Mathé ✍

Jt

### BRIGITTE GRÉSY

> Inspectrice générale honoraire des affaires sociales et secrétaire générale du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, elle est l'auteure de plusieurs livres, dont "Le sexisme au travail, la fin de la loi du silence ?", publié en 2017 aux éditions Belin.





## UN CARNET D'ADRESSES FÉMININES pour les *journalistes*

En 2018, seuls 37 % des spécialistes interrogés par les journalistes étaient des femmes, indique le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) dans son étude annuelle sur leur représentation à la télévision et à la radio. Pour tenter de réduire l'écart, le Club de la presse d'Occitanie publie, depuis 2016, "L'Annuaire des expertes", qui recense 420 noms de femmes prêtes à répondre rapidement aux demandes des journalistes. Des spécialistes de tous bords : «Elles sont présentes dans tous les secteurs de la connaissance, des sciences réputées dures comme des sciences humaines et sociales. La question du vivier ne se pose donc plus», considère Marlène Coulomb-Gully, professeure à l'université Jean-Jaurès de Toulouse et membre du Haut conseil à l'égalité femmes-hommes, qui signe la préface de l'annuaire.

Un outil pour que les journalistes se défassent de leurs mauvaises habitudes. À commencer par l'idée selon laquelle certains domaines sont plus fé-



minins que d'autres, comme l'éducation ou la santé. «Je me suis aperçue que mon carnet d'adresses était lui aussi essentiellement masculin et que je reproduisais ce système, comme mes collègues. Cela a été un choc», témoigne Charline Poullain, l'une des rédactrices bénévoles de l'ouvrage, membre de l'Association des journalistes de Toulouse. Elle a notamment dû faire face à l'autocensure des femmes, peu enclines à se mettre en avant : «Quand il s'agissait de les inscrire dans l'annuaire, je me heurtais souvent à des murs. Beaucoup d'entre elles ne se sentent pas légitimes.» Autre raison de leur réticence : un manque de temps. «Il n'est pas rare qu'elles aient des doubles journées et soient complètement débordées», rappelle Charline Poullain, pour qui "L'Annuaire des expertes" permet enfin de voir de nouveaux visages et d'entendre de nouvelles voix dans les médias.

Philippe Salvador ✍

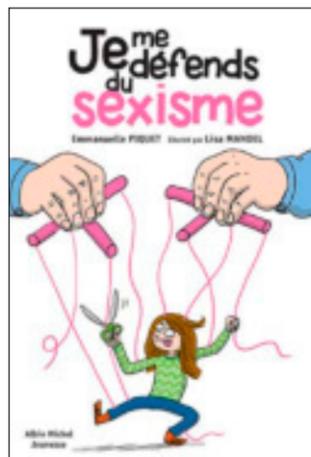
Jt



### UN SITE pour agir contre le sexisme

Agir concrètement contre le sexisme qui s'étale partout autour de nous, c'est le but du site macholand.fr. Le portail permet à chaque internaute de participer à des mobilisations virtuelles de masse sur les réseaux sociaux visant à épinglez avec humour des marques, des organisations ou des personnalités. Une action est éteinte dès lors qu'une réponse est apportée par un responsable de propos ou d'une campagne sexiste. Des statuts d'associations où seuls les postes de secrétaire et de trésorière étaient féminisés, des catalogues de jouets hyper genrés ou encore un site qui offrait « une heure de ménage à toutes les mamans »... Une douzaine de campagnes ont obtenu gain de cause.

✍ macholand.fr



### UN LIVRE pour apprendre à se défendre

La société assigne aux filles certains comportements (façon de s'habiller ou de communiquer avec les autres, choix d'études et de métiers...) qui peuvent engendrer des souffrances. Pour les combattre, le livre "Je me défends du sexisme", écrit par Emmanuelle Piquet et illustré par Lisa Mandel, expose des exemples concrets (la répartition inégale de l'espace, les injonctions ou les remarques dégradantes sur le physique...) et propose des outils pour élaborer des stratégies de parade adaptées à chaque situation.

✍ "Je me défends du sexisme", Éditions Albin Michel



### DES HASHTAGS pour libérer la parole

En écho au mouvement de libération de la parole engendré par l'affaire Weinstein et le slogan "Balance ton porc", plusieurs pages, communautés ou groupes ont vu le jour ces derniers mois sur Facebook ou Twitter pour mettre en avant les témoignages de harcèlement et les comportements abusifs en milieu professionnel. "Paye ton journal" pour le monde des médias, "Paye ta blouse" pour le secteur de la santé, "Paye ta robe" pour celui de la justice ou encore "Sexisme vivant" dans le domaine du spectacle... Tous ont pour but de briser le silence autour du sexisme ordinaire.





VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

# Les pompiers de Haute-Garonne veulent aussi FAIRE RÊVER LES PETITES FILLES

Ils ne sont ni cinéastes ni scénaristes et encore moins acteurs. Pourtant, leur vidéo a rencontré un joli succès sur Internet avec près de 40 000 vues. À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars dernier, les pompiers du Service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Garonne (Sdis 31) se sont inspirés de la célèbre série "Caméra Café" pour faire voler en éclat les clichés sexistes qui subsistent dans leurs propres rangs. Dans ces petites saynètes humoristiques, il est question de remarques sur la conduite des femmes pompiers, volontairement exagérées pour faire réagir, des différences de performances physiques, ou encore des hommes se promenant sans gêne torse nu dans les casernes. « Sur le terrain, dans l'action, il n'y a pas de distinction... Mais ce n'est pas toujours le cas dans le fonctionnement au quoti-

dien », explique Marylin Bourdin, responsable de la communication du Sdis 31.

L'initiative a vu le jour suite à la mise en place d'un groupe de travail destiné à améliorer le travail des femmes. Mais aussi à en recruter davantage. Car l'égalité est loin d'être atteinte chez les pompiers. En Haute-Garonne, les femmes représentent seulement 6 % des effectifs professionnels et 20 % des volontaires.

D'autres opérations de sensibilisation ont émergé de cette réflexion. Ainsi, le 8 mars dernier, à Ramonville, à Salies-du Salat ou à Carbone, plusieurs gardes, astreintes et manœuvres ont été assurées exclusivement par des femmes. « Tout simplement des sapeurs-pompiers », précise le colonel Sébastien Vergé, directeur du Sdis 31. Des efforts sont également portés au quotidien pour mettre à disposition des tenues et du matériel adaptés à toutes et à tous. Le but des pompiers de Haute-Garonne est ainsi de démontrer qu'ils ne sont pas des superhéros et que les petites filles peuvent, elles aussi, rêver de revêtir un jour l'uniforme et de grimper dans le camion rouge.



Nicolas Mathé ✍

Jt

Samedi 8 juin, 10h - 18h  
Lycée La Cazotte, bergerie Pastoralia  
à St-Affrique (12)

Rendez-vous au  
Printemps de  
l'alimentation  
durable

Conférences, ateliers, challenges de chefs,  
animations, dégustations et restauration

Renseignements  
[laregion.fr/PAD19](http://laregion.fr/PAD19)



## GRAND ANGLE

Électricité *verte* : PLEINE PUISSANCE en Occitanie

**COURANT.** Grâce à une production hydraulique, éolienne et solaire record, près de la moitié de la consommation électrique d'Occitanie est couverte par des sources d'énergie renouvelable. Un bond de 35 % en un an.

Malgré une attractivité et une démographie en constante progression, la consommation électrique en Occitanie s'est stabilisée. Avec 35,5 térawatts-heure, elle représente 8 % de la consommation nationale en 2018 d'après le dernier bilan du Réseau de transport d'électricité (RTE). En regard, la production régionale a augmenté de presque 13 %, pour atteindre 37,7 térawatts-heure. Elle couvre ainsi la totalité de sa consommation. Le Conseil régional affirme cependant sa volonté d'y parvenir essentiellement à partir d'énergies renouvelables.

Si la production locale reste encore issue du nucléaire à 45 %, les sources d'énergie verte que sont l'hydraulique, l'éolien, le solaire et les bioénergies ont généré plus de la moitié de celle-ci (54%) l'année dernière. Un record en la matière. Une croissance de 35 % qui s'explique « par une pluviométrie abondante en 2018, ce qui a permis de faire tourner les installations hydrauliques à plein régime, mais aussi par une météorologie favorable aux parcs éoliens et solaires », observe Erik Pharabod, délégué de RTE dans le Sud-Ouest.

La filière hydraulique augmente ainsi sa production annuelle de 49 %. Outre son caractère renouvelable, cette source d'énergie a l'avantage de pouvoir être stockée. « Nous pouvons la piloter, en ouvrant ou fermant les vannes des barrages, et l'adapter à la consommation électrique », précise le délégué de RTE. Un atout dont



ne disposent pas les autres énergies vertes. Toutefois, les infrastructures hydrauliques sont exploitées à leur maximum et aucun nouveau projet n'est prévu pour l'instant en Occitanie. Ce qui signifie que la capacité critique de production de la filière est atteinte. Le développement des parcs éoliens et solaires est alors envisagé comme une priorité. Mais

« Nous pouvons adapter la production hydraulique à la consommation électrique »

ceux-ci ne sont pas situés sur les zones de consommation. « Ils sont essentiellement positionnés en territoires ruraux, tandis que ce sont les grandes métropoles qui concentrent l'utilisation de l'électricité produite », commente Erik Pharabod. Il s'agit donc d'acheminer cette dernière via le réseau national. « Ce transport, même s'il nécessite la création de nouveaux ouvrages, est principalement assuré par les structures existantes. Mais elles datent du milieu du XX<sup>e</sup> siècle, une réhabilitation s'impose. Au total, RTE a investi 158 millions d'euros dans la région pour cela », poursuit-il. Un impératif d'autant plus prégnant que Carole Delga, présidente de la région d'Occitanie,

a clairement affiché son ambition de devenir la première région à énergie positive d'Europe d'ici 2050. Le but étant que la production d'électricité à base d'énergie renouvelable soit supérieure à la consommation. « C'est tout à fait possible », confirme le représentant de RTE, qui nuance : « Cela ne signifie pas pour autant que le territoire peut prétendre à l'autonomie en matière d'électricité verte, car celle-ci est distribuée à l'échelle nationale. L'énergie générée en Occitanie n'est pas forcément employée dans la région. » Il s'agit donc d'un choix politique plus que d'un enjeu local.

Séverine Sarrat ✍

## À LA LOUPE

Sur le *chemin* DE LA LAÏCITÉ ET DE LA CITOYENNETÉ

**ÉDUCATION.** Depuis 2016, un itinéraire pédagogique conduit les collégiens haut-garonnais à s'approprier les valeurs de la République, à travers l'action du Conseil départemental et d'un important réseau associatif. C'est le Parcours laïque et citoyen.

Liberté, égalité, fraternité. Le discours de Georges Méric, président du Département de la Haute-Garonne, est clair : à l'heure où le populisme s'éveille et où l'extrémisme sort de l'ombre, construire sa citoyenneté n'est plus chose aisée pour les collégiens. Afin de les épauler dans cette quête, un Parcours laïque et citoyen a vu le jour en 2016.

Pour la rentrée 2019, 174 associations ont été sélectionnées pour intervenir auprès des jeunes. Les activités proposées sont répertoriées dans un catalogue et les chefs d'établissement n'ont plus qu'à passer commande. « Cette opération est soutenue financièrement par le

Conseil départemental qui y consacre 900 000 euros par an », souligne son président.

Inciter les collégiens à se questionner sur leur citoyenneté par l'art hip-hop, c'est le défi que s'est lancé l'association Bajo el mar : « Aux côtés d'un artiste professionnel, les enfants vont devoir écrire et enregistrer un rap, sur les thèmes de la cohésion sociale, du vivre ensemble et de la tolérance », précise Thomas Rippe, médiateur culturel. La classe réalisera ensuite un clip vidéo qui sera projeté dans un dernier moment de partage.

Au total, 267 actions sont proposées. Pièce de théâtre sur fond d'anti-communautarisme, escape game citoyen ou tournois de sport en mixité handi-valide... Chaque thématique est bonne pour aborder les valeurs de laïcité et citoyenneté.

Emmanuel Clévenot ✍

ET MAINTENANT ?

## Ville rose et CHIFFONS ROUGES

**ÉCORNÉ.** « Le Taureau, notre culture. » Le message des publicités déployées dans les rues de Toulouse par l'Union des villes taurines françaises ne plaît pas à tout le monde.

Depuis quelques jours, des dizaines d'affiches représentant un taureau de combat sur un fond ocre jaune sont apparues dans les rues de la Ville rose. Sur ces grands encarts publicitaires déployés par l'Union des villes taurines françaises (UVTF), encadrant la bête en lettres capitales, s'étend le message : « Le Taureau, notre culture. » Une formule qui fait réagir les militants anti-corrída et ceux du groupe local du parti Europe écologie-les Verts.

« Nous contestons et nous dénonçons cette campagne qui laisse entendre de manière trompeuse que la tauromachie fait partie de la culture toulousaine », lance Patrick Maury, l'un des porte-parole du groupe EELV-Toulouse qui a demandé son retrait et souhaite alerter l'opinion publique. « La ville de Toulouse a tourné le dos aux corridas de longue date et nous nous en félicitons. Elles ne se sont tenues que durant 23 ans entre 1953 et 1976. Par ailleurs, Toulouse n'est pas membre de cette UVTF, or cette affiche pourrait laisser penser que c'est le cas », ajoute le militant écologiste. De son côté, le mouvement No Corrida dénonce sur Twitter une « odieuse campagne de propagande » et a enjoint ses adhérents à écrire aux maires des villes concernées pour manifester leur désapprobation.

« Je n'ai reçu qu'un seul mail d'une personne ne se reconnaissant pas dans la culture taurine. Quoi qu'il en soit, autoriser ou non une campagne de communication réalisée par un annonceur privé ne relève pas de la compétence du maire », tempère Jean-Michel Lattes, premier adjoint en charge de la promotion de la culture et de la langue occitane, et aficionado. Selon lui, la polémique autour de ces affiches est un



non-sujet. « Toulouse ne fait pas partie des villes où se pratique la corrida et il n'y a aucune actualité ni le projet d'un tel événement sur son territoire. »

« Cette campagne ne se limite pas à Toulouse.

Elle couvre les trois grandes régions du Sud et leurs métropoles qui sont

« Toulouse ne fait pas partie des villes où se pratique la corrida »

la nourriture ou des événements taurins », confirme l'adjoint au maire. L'élu voit dans les actions à l'encontre de ces publicités, une forme de « police de la pensée qui dénote une volonté d'imposer sa manière de penser en dehors du droit ». Les affiches devraient rester visibles jusqu'au mois d'août.

toutes reconnues par la loi comme territoire de tradition taurine », précise André Viard, ancien matador et président de l'Observatoire national des cultures taurines. « Ces régions regorgent de clubs taurins. La vie culturelle autour de cet animal y est intense. C'est un clin d'œil que nous leur faisons, en même temps qu'une manière de réaffirmer la fierté que nous éprouvons de partager cette tradition », détaille-t-il.

« La présence d'aficionados ainsi que de restaurants ou d'expositions dédiés à la tauromachie constituent un fait culturel. Qu'il y ait des spectacles taurins ou non. Nous pouvons d'ailleurs constater un regain des traditions. Celles-ci peuvent passer par le vin,

Nicolas Belaubre ✍

## ÇA BOUGE !



## À fond LA FAUNE

**RACINES.** Un paradis pour la faune locale. Sur la commune de Polastron, l'association Les Fous du bois a acheté 13 hectares de terrain afin d'y planter 10 000 arbres. Recréer les haies champêtres et des bosquets permettrait de multiplier la biodiversité par 30.

À quelques kilomètres du Fousseuret, en Haute-Garonne, sur une parcelle de la commune de Polastron, les insectes, oiseaux et autres mammifères sauvages ont trouvé un petit paradis taillé à leur mesure. En 2018, l'association Les Fous du Bois a acheté 13 hectares de terres agricoles inutilisées pour y établir son projet de "refuge de la biodiversité". « Ces terres inexploitées étaient à vendre depuis 11 ans. Il en existe partout en France. En les aménageant, on peut multiplier par 30 la diversité des espèces vivantes », argumente Bruno Heck, son président.

### 10 000 ARBRES

Pour atteindre cet objectif, l'association se propose d'y « planter

10 000 arbres de pays ». Des variétés « indigènes », adaptées au climat et favorables à l'établissement de la faune locale. « Nous stimulons la diversité animale en amenant la diversité végétale. Pour chaque nouvelle essence d'arbre intégrée, on multiplie par cinq le nombre d'espèces hébergées. Avec un sureau, ce sont 80 types d'oiseaux différents qui reviennent durablement et avec le saule marsault, plus de 300 insectes », explique le président des Fous du Bois. À l'heure actuelle, plus de 900 arbres ont déjà été plantés, dont plus de la moitié par des écoliers de la région. « Nous souhaitons agrandir la surface du projet pour que cela profite à des animaux qui ont besoin de territoires plus étendus. Mais le but est avant tout de multiplier ce genre d'initiatives. Il faut en créer des milliers. Nous avons engagé un écologue et nous travaillons avec des spécialistes pour établir un cahier des charges qui permette de reproduire notre projet », développe Bruno Heck.

Nicolas Belaubre ✍



## Jeux CONCOURS

Gagnez l'un  
de ces cadeaux  
en envoyant  
un mail à : [redaction  
@lejournaltoulousain.fr](mailto:redaction@lejournaltoulousain.fr)  
Mettre en objet :  
Jeux concours

\*Dans la limite des stocks  
disponibles



## LIVRE

### "D'ici là, porte-toi bien"

Alors que Samya tente de pardonner l'adultère de son mari, Alison aimerait oublier qu'elle s'est fait plaquer au pied de l'autel. Jessie s'est excusée mille fois pour le chat et le lave-linge, mais Jérémie est à bout : une pause s'impose. Apolline rêve d'un enfant qui ne vient pas. Quant à Mia, 19 ans et déjà maman, elle se voit rejetée par sa famille. Geneviève, elle, perd peu à peu la mémoire. Ensemble, elles vont libérer leurs émotions et s'apporter un soutien inattendu.



## LIVRE

### "Si loin, si proches"

Lorenzo Delmonte consacre son temps au grand parc animalier qu'il a fondé dans le Jura. Quand un ancien camarade d'études lui propose de venir passer un mois dans la réserve de Samburu, au Kenya. Pour la première fois, il confie la responsabilité du parc à son équipe, sous la direction de Julia, sa meilleure vétérinaire. Alors, ses sentiments pour la belle Julia s'imposent à lui. Loin des yeux, loin du cœur ? Bien au contraire : séparés par des milliers de kilomètres, ces deux êtres n'ont jamais été aussi proches...

## SORTIR

# Les têtes d'affiche du grand concert de LA FÊTE DE LA MUSIQUE



**ÉCLECTISME.** Le 21 juin, sur la place du Capitole, sera organisé le traditionnel grand concert de la Fête de la musique. Les têtes d'affiche nationales du moment et les artistes toulousains émergents s'y succéderont jusqu'à 1 heure du matin. Demandez le programme...

Comme chaque année, à l'occasion de la Fête de la musique, la mairie de Toulouse organise son grand concert sur la place du Capitole, qu'elle veut festif et familial. Et comme pour l'édition précédente, la collectivité a confié la direction artistique à Pierre Rougean. Éditeur, auteur et réalisateur d'une trentaine d'albums, notamment pour le groupe Cats on Trees, ce dernier s'est employé à mélanger les artistes réputés et émergents, nationaux et locaux. « L'année précédente, le spectacle avait fait la part belle aux groupes de la Ville rose, mais nous avons reçu de nombreuses demandes de la part des Toulousains pour que le Capitole accueille davantage d'artistes connus », précise Frédéric Brasilès, conseiller municipal délégué, en charge des fêtes et manifestations. En partenariat avec Radio FG et 100 % Radio, la programmation du grand concert se veut donc éclectique. Dès 19 heures, deux révélations de la scène locale ouvriront le bal. Ainsi, la Nu-Soul de Tangled

Tape, issue de la black music des années 1960, envoûtera le public. Le groupe toulousain oscillera entre la soul et le trip-hop d'hier et d'aujourd'hui avant de laisser la place à un compatriote... Dans un tout autre registre, Renarde accorde la langue de Molière aux rythmiques du rock anglo-saxon. Menés par Bruno Dibra, ancien membre de Gabelt, ils entraîneront les spectateurs dans leur monde suave et sensuel.

Également originaires de la Ville rose Foé, Aöme et Cats on Trees (photo) se donneront le change. Le premier, auteur, compositeur et réalisateur, a sorti l'année dernière son premier album "Il", qui lui a valu une nomination aux Victoires de la musique, dans la catégorie album révélation. Les trois sœurs toulousaines Jade, Lynn et Léana du groupe Aöme totalisent plus de 880 000 abonnés sur leur chaîne YouTube. Elles joueront entre autres leur titre phare "Mille couronnes". Quant à Cats on Trees, que l'on ne présente plus. Ils donneront un aperçu de leur dernier album "Néon", dans les bacs depuis 2018.

« Et pour répondre à l'attente du plus grand nombre », comme le rappelle Frédéric Brasilès, la programmation s'ouvre aux artistes d'envergure nationale. Ainsi, Ma-

« Le Capitole  
accueille  
davantage  
d'artistes  
connus »

dame Monsieur, qui a représenté la France au concours de l'Eurovision 2018 et qui sort son deuxième opus "Tandem", sera de la partie. De même que Skip the use, nouvelle formule, avec un nouveau son et de nouveaux membres. Et Diva Faune, qui a connu le succès grâce à leur titre "Shine on my way" en 2017. Joyce Jonathan et Elisa Tovati clôtureront cette première partie.

La place du Capitole se transformera ensuite en discothèque à ciel ouvert grâce aux mixes des DJ's programmés par Radio FG. Le néerlandais Bakermat et ses sons alliant house music et tech house ouvrira la session électro de ce grand concert. Suivi du set de Yall, le collectif de musique électronique venu de Barcelone, notamment célèbre pour leur titre "Hundred miles" qui accompagne la publicité Desigual. Enfin, Grace Kim, artiste montante de la scène disco house parisienne, assurera la prestation finale.

Séverine Sarrat ✍



Le 21 juin, place du Capitole,  
à partir de 19h

## Un concert SOUS HAUTE-SÉCURITÉ

Plan Vigipirate oblige, la place du Capitole sera fermée à partir de 17h30. Les Toulousains souhaitant assister au grand concert seront alors fouillés et les démineurs feront le tour du parking sous-terrain. La réouverture du site aura lieu à 18h pour permettre aux 16 000 spectateurs de s'engouffrer après avoir passé les contrôles imposés aux sept entrées de la place.

## Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr



Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1<sup>er</sup> janvier 2018, fixe le prix de la ligne à 4,16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.

Le Greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse :

SELARL OFFICE DES GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE - Maîtres Anick FABRE, Denis GIUSEPPIN et Frédéric MONSEGU.  
Place de la Bourse - 31068 Toulouse Cedex 7 - Tel : 05.61.11.02.00. Email : greffe@greffe-tc-toulouse.fr

## LIQUIDATIONS

N° PC : 2019RJ0354

Jugement du 21/05/2019 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **Monsieur LABDI Khaled** 488 route du Château d'Eau 31840 AUSAISONNE RM 492 865 183 liquidateur judiciaire : la SAS REY ET ASSOCIES MANDATAIRES JUDICIAIRES prise en la personne de Me Marc-Antoine REY 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5 Juge-commissaire : M. FANTINI Date de cessation des paiements le 19/09/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2019RJ0355

Jugement du 21/05/2019 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **SARL AZ FACADES** 10 cheminement André Messager Appartement 3136 31100 TOULOUSE Tous travaux de ravalement de façades, enduits, rénovation, pose de carrelages, travaux maçonnerie, bâtiment. RCS 799 715 024 liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. GRANDEL Date de cessation des paiements le 08/04/2019. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2019RJ0358

Jugement du 21/05/2019 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **SARL GARAGE CARSLADE SARL** 31800 SAINT-MARCET Négocier d'automobiles neuves et d'occasion, mécanique, réparation, carrosserie. RCS 428 958 649 liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Me Alix BRENAC 4 place du Pilat 31800 SAINT-GAUDENS Juge-commissaire : M. GRANDEL Date de cessation des paiements le 15/04/2019. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2019RJ0264

Jugement du 23/05/2019 : conversion en liquidation judiciaire de la **SAS RB FIBRE** 31 rue de la Touraine Résidence Bigorre, Bâtiment B2, Appartement 131 31000 TOULOUSE liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE RCS 828 286 237

N° PC : 2019RJ0357

Jugement du 21/05/2019 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **SARL LAURPEINTURE** 9 rue Antoine de Gargas 31500 TOULOUSE Travaux de peinture, projection de gouttelette, nettoyage de tous types de locaux. RCS 817 803 687 liquidateur judiciaire : la SAS REY ET ASSOCIES MANDATAIRES JUDICIAIRES prise en la personne de Me Marc-Antoine REY 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5 Juge-commissaire : M. LEBOULANGER Date de cessation des paiements le 24/10/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2019RJ0248

Jugement du 21/05/2019 : conversion en liquidation judiciaire de la **SARL AZAK BAT** 35 rue Du Bon Houdart 93700 DRANCY liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 RCS 824 179 667

N° PC : 2019RJ0266

Jugement du 23/05/2019 : conversion en liquidation judiciaire de la **SAS L.M HABITAT** 2 rue d'Eylau 31200 TOULOUSE liquidateur judiciaire : la SAS REY ET ASSOCIES MANDATAIRES JUDICIAIRES prise en la personne de Me Marc-Antoine REY 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5 RCS 829 797 158

N° PC : 2019RJ0359

Jugement du 21/05/2019 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **SARL ELEGANCE** Miniparc 3 478 rue de la Découverte Cs 67624 31676 LABEGE Cedex . Vente de bijoux et accessoires de marque SWAROVSKI RCS 817 694 755 liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. COSSET Date de cessation des paiements le 02/04/2019. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2019RJ0271

Jugement du 23/05/2019 : conversion en liquidation judiciaire de la **SAS M.S AUTO** 6 route de Paris N20 31150 FENOUILLET liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Orlane GACHET 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE RCS 815 238 241

N° PC : 2019RJ0363

Jugement du 23/05/2019 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **Monsieur FAURE Patrick** Le Wilson - Bâtiment B, Appartement 24 1 impasse du Centaure 31860 PINS-JUSTARET tabacs, presse NI liquidateur judiciaire : la SAS REY ET ASSOCIES MANDATAIRES JUDICIAIRES prise en la personne de Me Marc-Antoine REY 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5 Juge-commissaire : M. FANTINI Date de cessation des paiements le 04/04/2019. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2019RJ0270

Jugement du 23/05/2019 : conversion en liquidation judiciaire de la **SASU PARIS ENTREPRISE** 14 chemin des Mailheux Appartement 07 31270 FROUZINS liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE RCS 821 038 874

N° PC : 2019RJ0356

Jugement du 21/05/2019 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **SARL GROUPE CAD** 3 passage du Losange Apt.3956 31100 TOULOUSE Pose plaque de plâtre joints peinture plâtrerie carrelage parquet restauration de pièces d'art. RCS 794 740 647 liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. DEDIEU Date de cessation des paiements le 30/11/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2019RJ0360

Jugement du 21/05/2019 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **SAS LPC AQUITAINE** 37 chemin Lapujade 31200 TOULOUSE Tous travaux de peinture, ravalement de façade, tous travaux de second oeuvre. RCS 831 928 999 liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. DEDIEU Date de cessation des paiements le 01/01/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2019RJ0362

Jugement du 23/05/2019 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **SAS MIAM** 7 rue de Remusat 31000 TOULOUSE Exploiter et gérer restaurant ou assimilés reprenant le concept de sandwiches "éfilochés". RCS 812 648 707 liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6 Juge-commissaire : M. GRANDEL Date de cessation des paiements le 01/05/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2019RJ0265

Jugement du 23/05/2019 : conversion en liquidation judiciaire de la **SAS SIMPLY AUTO** 7 BIS rue du 8 mai 1945 31140 AUCAMVILLE liquidateur judiciaire : la SELAS EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 4 rue Amélie CS 98034 31080 TOULOUSE Cedex 6 RCS 833 429 343

## REDRESSEMENTS

N° PC : 2019RJ0364

Jugement du 23/05/2019 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **Monsieur DEKNUDT Philippe Marcel Francois** 26 rue des Couteliers 31000 TOULOUSE Commerce de vins RCS 522 706 555 mandataire judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Orlane GACHET 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE Juge-commissaire : M. COSSET Date de cessation des paiements le 31/12/2018. Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique à l'adresse <https://www.crediteurs-services.com>, dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0867

Jugement du 21/05/2019 : jugement arrêtant le plan de redressement la **SARL CHOCOLATERIE ARTISANALE DE LARRA** 3 Place du 8 Mai 1945 Quartier des Ecoles 31330 LARRA Commissaire à l'exécution du plan : la SCP CAVIGLIOLI BARON FOURQUIE prise en la personne de Me FOURQUIE 20 rue Thiers 64100 BAYONNE RCS 720 803 816

N° PC : 2014RJ0704

Jugement du 21/05/2019 : modification du plan de redressement **SARL 3S** 100 allée de Barcelone 31000 TOULOUSE Commissaire à l'exécution du plan : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE RCS 538 069 410

## DIVERS

N° PC : 2015RJ1064

Conformément à l'article R. 643-6 du code de commerce, les créanciers et l'adjudicataire sont informés du dépôt au Greffe par SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT de l'état de collocation de la liquidation judiciaire de **SARL SUD OUEST INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS** 17 avenue Didier Daurat Insitu Business Centre Immeuble Thales BP 10051 31700 BLAGNAC Pour un immeuble sis TOULOUSE (31) Résidence Les Bosquets 3 impasse des Bosquets, cadastré : 842 section BM n° 25 impasse des bosquets. Les contestations sont formées dans le délai de 30 jours à compter de l'insertion au BODACC par déclaration au Greffe du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE TOULOUSE.

N° PC : 15RJ1064

Conformément à l'article R. 643-6 du code de commerce, les créanciers et l'adjudicataire sont informés du dépôt au Greffe par SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT de l'état de collocation de la liquidation judiciaire de **SARL SUD OUEST INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS** 17 avenue Didier Daurat Insitu Business Centre Immeuble Thales BP 10051 31700 BLAGNAC Pour un immeuble sis TOULOUSE (31) 15 route de Bayonne Cadastéré : 843 section BL, N° 114, 115, 118 Les contestations sont formées dans le délai de 30 jours à compter de l'insertion au BODACC par déclaration au Greffe du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE TOULOUSE.

N° PC : 2017RJ0520

Jugement en date du 23/05/2019 : jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de **Monsieur BEN HAMOUDA Kevin** 7 B chemin du Sablet 31240 L'UNION président de la **SAS B.H.P** RCS 802 439 869

N° PC : 2017RJ0645

Jugement en date du 23/05/2019 : jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de **Monsieur DE PINHO Stéphane** 23 rue des Saules 31170 TOURNEFEUILLE président de la **SAS VILLA SERVICE** RCS 819 089 780

N° PC : 2018RJ0258

Jugement en date du 23/05/2019 : jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de **Monsieur GALLEGRO GAONA Javier** 7 rue Cantegril 31000 TOULOUSE gérant de la **SARL IBUL** RCS 800 416 646

N° PC : 2018RJ0195

Jugement en date du 23/05/2019 : jugement d'interdiction de gérer 3 ans à l'encontre de **Monsieur FERNANDES MARTINS Mario José** 668 chemin de la Graouade 31800 SAINT-GAUDENS président de la **SAS FM TRAVAUX FORESTIERS** RCS 814 943 742

N° PC : 2017RJ0920

Jugement en date du 21/05/2019 : jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de **Madame COURAT Jessica** Chez Mme BOUHOUIA, bâtiment B 53 rue du Faubourg Bonnefoy 31500 TOULOUSE gérant de la **SARL TOUS LES GOUTS SONT PERMIS** RCS 812 647 998

N° PC : 2018RJ0205

Jugement en date du 21/05/2019 : jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de **Monsieur AMRI Farid** 25 impasse DES ROSSIGNOLS, 31470 SAINT-LYS de la **Monsieur AMRI Farid** RM 501 907 091

N° PC : 2017RJ0301

Jugement en date du 23/05/2019 : jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de **Monsieur GARCIA Eric** 37 rue d'Argelès 31240 L'UNION gérant de la **SARLU AGENCE DE COMMUNICATION, CONCEPT & REALISATION** RCS 489 850 958

N° PC : 2017RJ0760

Jugement en date du 23/05/2019 : jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de **Madame KOC Ferda** 5 rue de la Poste 31120 PORTET-SUR-GARONNE gérant de la **SARL BTP CASTANET** RCS 805 356 300

N° PC : 2017RJ0870

Jugement en date du 23/05/2019 : jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de **Monsieur IDRIS GOULED Osman** 156 avenue des Etats Unis 31200 TOULOUSE gérant de la **SARL KM 16** RCS 811 729 821

N° PC : 2018RJ0039

Jugement en date du 23/05/2019 : jugement d'interdiction de gérer 5 ans à l'encontre de **Monsieur SMAIL Jonathan** 4 Lotissement Vieussa rue Jean Moulin 31190 MIREMONT président de la **SAS AVENIR CONSTRUCTIONS** RCS 818 039 950

Infogreffe.fr : un accès direct aux informations des Greffes des Tribunaux de Commerce.



Le Greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse :  
 SELARL OFFICE DES GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE - Maîtres Anick FABRE, Denis GIUSEPPIN et Frédéric MONSEGU.  
 Place de la Bourse - 31068 Toulouse Cedex 7 - Tel : 05.61.11.02.00. Email : greffe@greffe-tc-toulouse.fr

N° PC : 2018RJ0518

Jugement en date du 23/05/2019 :  
 jugement d'interdiction de gérer 5 ans à  
 l'encontre de  
 Monsieur DRIDER Saïd  
 2 rue Prends Y Garde Appartement 112  
 31300 TOULOUSE  
 gérant de la **SARL SAM**  
 RCS 810 221 408

N° PC : 15RJ1064

Conformément à l'article R. 643-6 du code  
 de commerce, les créanciers et l'adjudica-  
 taire sont informés du dépôt au Greffe par  
 SELARL DUTOT ET ASSOCIES prise en la  
 personne de Me Jocelyne DUTOT de l'état  
 de collocation de la liquidation judiciaire  
 de :  
**SARL SUD OUEST INVESTISSEMENTS  
 IMMOBILIERS**  
 17 avenue Didier Daurat Insitu Business  
 Centre Immeuble Thales BP 10051 31700  
 BLAGNAC  
 Pour un immeuble d'un immeuble sis à  
 MURET (31) Résidence ORFEO, rue Clau-  
 dio Monteverdi, cadastré : section EL  
 N°134 Rue Claudio Monteverdi  
 Les contestations sont formées dans le  
 délai de 30 jours à compter de l'inser-  
 tion au BODACC par déclaration au Greffe  
 du TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE  
 TOULOUSE.

## CLÔTURES

N° PC : 2004RJ0316

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de  
**M. I BRAHI M YILMAZ**  
 15 route de Bayonne bâtiment C apparte-  
 ment 100 31300 TOULOUSE  
 RM 400 043 840

N° PC : 2017RJ0748

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de  
**M. Yapo Honoré SEKA**  
 1 impasse des Artisans 31470 FON-  
 SORBES  
 RM 394 628 259

N° PC : 2016RJ0152

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SARL ANGLES & ASSOCIES** ancienne-  
 ment **SARL GUI CHITO & CO**  
 116 route d'Espagne Bâtiment Hélios 4  
 31100 TOULOUSE  
 RCS 493 678 569

N° PC : 2016RJ0181

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL USAFI**  
 52 boulevard Gabriel Koenigs 31300 TOU-  
 LOUSE  
 RCS 752 454 934

N° PC : 2017RJ0213

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SARL Z BURGER**  
 21 place Nicolas Bachelier 31000 TOU-  
 LOUSE  
 RCS 812 426 658

N° PC : 2016RJ0879

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SARL SUD PRO ISOLATIONS ET TRAI-  
 TEMENTS**  
 1 rue des Pénitents Blancs 31010 TOU-  
 LOUSE  
 RCS 800 698 151

N° PC : 2017RJ0234

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SARL TRANS.C.N.**  
 146 avenue des Etats Unis BP 76 M.I.N  
 31200 TOULOUSE  
 RCS 804 750 297

N° PC : 2017RJ0340

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SARL ASCLI M31**  
 1 esplanade Compans Caffarelli 31000  
 TOULOUSE  
 RCS 534 368 915

N° PC : 2017RJ0384

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SAS DREAM CAR 31**  
 2 impasse Tolosan 31270 FROUZINS  
 RCS 802 671 065

N° PC : 2017RJ0453

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SARL Mes Orchidées**  
 93 rue de la République 31290 VILLE-  
 FRANCHE-DE-LAURAGAIS  
 RCS 808 198 170

N° PC : 2017RJ0704

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SARL NOUVEAU CONCEPT**  
 260 rue de la Sur 31700 BEAUZELLE  
 RCS 438 541 872

N° PC : 2018RJ0103

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SARL PC TRIBU**  
 145 avenue des Minimes 31200 TOU-  
 LOUSE  
 RCS 514 712 991

N° PC : 2017RJ0927

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SAS DUPRE**  
 9 rue de la Laque 31150 FENOUILLET  
 RCS 793 904 343

N° PC : 2018RJ0093

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SARL CENTRALE D'EQUIPEMENT  
 POUR LES PROFESSIONNELS DE LA  
 RESTAURATION**  
 1 rue Federico Garcia Lorca 31200 TOU-  
 LOUSE  
 RCS 377 670 997

N° PC : 2018RJ0200

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SAS Hyso**  
 185 avenue des Etats Unis 31200 TOU-  
 LOUSE  
 RCS 821 747 011

N° PC : 2018RJ0551

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SARL Phi Plus**  
 38 boulevard d'Arcole 31000 TOULOUSE  
 RCS 809 077 092

N° PC : 2018RJ0772

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SAS TEXBURY**  
 24 boulevard d'Arcole 31000 TOULOUSE  
 RCS 827 480 393

N° PC : 2018RJ0786

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SARL Société toulousaine menuiserie  
 & plâtrerie**  
 9 BIS avenue des Pyrénées 31880 LA  
 SALVETAT-SAINT-GILLES  
 RCS 822 533 030

N° PC : 2018RJ0789

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SAS IMMOBILIER TOULOUSE C6716**  
 2 rue d'Austerlitz 31000 TOULOUSE  
 RCS 833 574 890

N° PC : 2018RJ0792

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SAS Quantic Leads**  
 3 rond point des Hortensias 31470 FON-  
 SORBES  
 RCS 808 702 666

N° PC : 2018RJ0824

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SAS DELU**  
 5 rue Yves Prepognot 31200 TOULOUSE  
 RCS 820 153 963

N° PC : 2018RJ0825

Jugement du 23/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SAS TA-DAH !**  
 22 chemin de la Pomme 31250 REVEL  
 RCS 832 808 562

## TRIBUNAUX EXTÉRIEURS

N° PC : 2018EX0064 (GTC EVRY)

Jugement du 06/05/2019 :  
 ouverture d'une procédure de redresse-  
 ment judiciaire sur conversion d'une pro-  
 cédure de sauvegarde à l'égard de la  
**SAS LABORATOIRES PROTÉC**  
 10 rue de la Prairie 91140 VILLEBON-SUR-  
 YVETTE  
 analyses et contrôles de fibres minérales  
 RCS 413 852 807  
 mandataire judiciaire : Me SOUCHON  
 Alain-François 1 rue Des Mazières 91000  
 EVRY mandataire judiciaire : la SCP  
 B.T.S.G. en la personne de Me Marc SE-  
 NECHAL 15 rue de l'Hôtel de Ville 92200  
 NEUILLY-SUR-SEINE  
 Administrateur : la SELARL A & M Aj Asso-  
 ciés en la personne de Me MANCEL  
 5 boulevard de l'Europe 91000 EVRY  
 mission : assister le débiteur pour cer-  
 tains actes de gestion Administrateur : la  
 SELARL FHB prise en la personne de Me  
 Hélène BOURBOULOUX Tour CB 21 16  
 place De l'Iris 92040 COURBEVOIE  
 mission : assister le débiteur dans tous les  
 actes concernant la gestion

N° PC : 2017EX0010 (GTC Albi)

Jugement du 14/05/2019 :  
 clôture pour insuffisance d'actif de la  
**SARL LE VERGER DE LA HALLE**  
 chemin de l'Hermitage 81800 RABASTENS  
 RCS 803 409 150

## AVIS PUBLIC



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

#### TOULOUSE AÉROSPACE EXPRESS – CONNEXION LIGNE (TAE-CLB)

du 6 juin au 18 juillet 2019

##### > Description de l'opération soumise à enquête

Le projet Toulouse Aérospace Express – Connexion de la ligne B (TAE-CLB) comporte la création d'une troisième ligne de métro, longue de près de 27 kilomètres, interconnectée à une desserte de l'aéroport de Blagnac et de la zone aéroportuaire (Ligne Aéroport Express), qui constitue l'opération dénommée « Toulouse Aérospace Express » (TAE) et une connexion à la ligne B du métro, d'une longueur de 2,7 kilomètres, située sur les communes de Ramonville-Saint-Agne et de Labège, qui constitue l'opération dénommée « Connexion ligne B » (CLB).

Les liens étroits entre ces deux opérations ont conduit à organiser une seule enquête publique, mais donnant lieu à deux déclarations d'utilité publique distinctes, pour chacun des deux volets précités, à savoir :  
 - pour l'opération « TAE » : la déclaration d'utilité publique de l'opération ; la mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme (PLU) applicables pour les communes de Blagnac, Colomiers, Toulouse et Labège et du plan local d'urbanisme intercommunal de l'habitat (PLUI-H) de Toulouse Métropole ; la détermination des parcelles à déclarer cessibles ;  
 - pour l'opération « CLB » : la déclaration d'utilité publique de l'opération ; la mise en compatibilité des PLU des communes de Labège et Ramonville-Saint-Agne (pour cette dernière, du PLU actuellement en vigueur et de celui en cours de révision) ; la détermination des parcelles à déclarer cessibles.

L'étude d'impact de ce projet vaut également évaluation environnementale de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme précités.

##### > Autorités responsables du projet

La réalisation de cette opération relève de la compétence du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine – Tisséo Collectivités, 7 esplanade Compans Caffarelli- BP 11120- 31011 Toulouse cedex 6 - Tel : 05 67 22 80 80, qui en a confié la conduite opérationnelle par mandat à la société de la mobilité de l'agglomération toulousaine, Tisséo Ingénierie, société publique locale sise 21 boulevard de la Marquette BP 10416- 31004 Toulouse Cedex 6 - Tél. : 05 61 14 48 50 . www.tisseo-ingenierie.fr, auprès de laquelle toute information peut être demandée.

##### Objets de l'enquête

L'enquête publique unique comprend les objets suivants :

- pour l'opération « TAE » : la déclaration d'utilité publique de l'opération de création d'une troisième ligne de métro, longue de près de 27 kilomètres, interconnectée à une desserte de l'aéroport de Blagnac et de la zone aéroportuaire (Ligne Aéroport Express) ; la mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme (PLU), d'une part de Toulouse Métropole applicables aux communes de Blagnac, Colomiers et Toulouse et du plan local d'urbanisme intercommunal de l'habitat (PLUI-H) de Toulouse Métropole en cours d'approbation, d'autre part de celui de la commune de Labège ; la détermination des parcelles à déclarer cessibles. L'étude d'impact de ce projet vaut également évaluation environnementale de la mise en compatibilité de ces documents d'urbanisme ;  
 - pour l'opération « CLB » : la déclaration d'utilité publique de l'opération ; la mise en compatibilité des PLU des communes de Labège et Ramonville-Saint-Agne (pour cette dernière, du PLU actuellement en vigueur et de celui en cours de révision) ; la détermination des parcelles à déclarer cessibles. L'étude d'impact de ce projet vaut également évaluation environnementale de la mise en compatibilité de ces documents d'urbanisme.

##### Évaluation environnementale, avis de l'autorité environnementale, des collectivités intéressées et de leurs groupements

La mission régionale d'autorité environnementale, les collectivités intéressées et leurs groupements ont été invités à rendre un avis sur le dossier d'enquête incluant l'étude d'impact réalisée sur le projet TAE – CLB et sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme précités.

Les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales intéressées et de leurs groupements ou l'information relative à l'absence d'observations émises par ces derniers sont insérés au dossier d'enquête unique et publiés sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne à l'adresse suivante : www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Projet Toulouse Aerospace Express

##### Durée de l'enquête

L'enquête se déroulera pendant 43 jours entiers et consécutifs, du jeudi 6 juin au jeudi 18 juillet 2019 inclus.

**□ Lieu et siège de l'enquête**

L'enquête est ouverte dans les communes de Blagnac, Colomiers, Labège, Ramonville-Saint-Agne et Toulouse.

Le siège du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine-Tisséo Collectivités, 7, esplanade Compans-Caffarelli, BP 11120, 31011 Toulouse Cedex 6 est désigné siège de l'enquête.

**□ Composition de la commission d'enquête désignée par le tribunal administratif de Toulouse**

Président : Monsieur Bernard DORVAL,  
- Membres de la commission : Messieurs Élie LUBIATTO et Michel BUSQUERE.

**□ Lieux, jours et heures où le public pourra consulter le dossier d'enquête**
**> Dans les administrations suivantes :**

Le dossier d'enquête unique restera déposé sur support papier pendant toute la durée de l'enquête dans les administrations suivantes :

- au siège du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine-Tisséo Collectivités, à l'adresse précitée,
- à la mairie de Blagnac, 1 place des arts à Blagnac,
- à la mairie de Colomiers, 1 place Alex-Raymond à Colomiers,
- à la mairie de Labège, rue de la croix rose à Labège
- à la mairie de Ramonville-Saint-Agne, place Charles de Gaulle à Ramonville Saint-Agne,
- au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc, à Toulouse
- au siège du Sicoval, 65 rue du Chêne Vert, à Labège
- à la Maison de la Citoyenneté Centre, 5 rue Paul Mériel à Toulouse,
- à la Maison de la Citoyenneté Rive Gauche, 20 place Jean-Diebold, à Toulouse
- à la Maison de la Citoyenneté Nord, 4 place du marché aux cochons à Toulouse
- à la Maison de la Citoyenneté Est, 8 bis avenue du Parc à Toulouse,
- à la Maison de la Citoyenneté Sud-Est, Site Niel, 81 rue Saint Roch à Toulouse

Une version dématérialisée du dossier d'enquête sera, par ailleurs, mise gratuitement à la disposition du public au siège de Tisséo Collectivités depuis un poste informatique en libre accès.

Chacun pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des administrations précitées.

**> Sur le site internet : [www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Projet Toulouse Aerospace Express](http://www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Projet_Toulouse_Aerospace_Express)**

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication, auprès de la préfecture de la Haute-Garonne, direction de la citoyenneté et de la légalité 1, place Saint-Étienne 31038 Toulouse cedex 9, du dossier d'enquête publique dès la publication de l'avis d'ouverture d'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

**□ Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions**
**> Consigner ses observations et propositions sur les registres d'enquête**

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations et propositions sur l'un des registres d'enquête ouverts à cet effet aux jours et heures habituels d'ouverture des sièges des administrations publiques listées ci-dessus.

**> Consigner ses observations et propositions sur le registre dématérialisé mis à disposition à l'adresse suivante : [www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Projet Toulouse Aerospace Express](http://www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Projet_Toulouse_Aerospace_Express)**
**> S'adresser par courrier postal ou électronique à la commission d'enquête**

Les observations du public pourront, par ailleurs, être adressées, pendant la même période, à Monsieur Bernard DORVAL, président de la commission d'enquête :

- **soit par courrier postal** : au siège de l'enquête publique à l'adresse suivante : Tisséo Collectivités, 7, esplanade Compans-Caffarelli, BP 11120, 31011 Toulouse Cedex 6 en inscrivant sur l'enveloppe la mention suivante « Enquête TAE-CLB – À l'attention du président de la commission d'enquête ». Ne seront pris en compte que les courriers reçus au siège de l'enquête pendant la durée de l'enquête, le cachet de la poste faisant foi.
- **soit par courrier électronique en se rendant sur le site internet suivant** : [www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Projet Toulouse Aerospace Express](http://www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Projet_Toulouse_Aerospace_Express)

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites remises à la commission d'enquête seront annexées, dans les meilleurs délais possibles, au registre déposé au syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine Tisséo-Collectivités, siège de l'enquête et publiées sur le site internet suivant : [www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Projet Toulouse Aerospace Express](http://www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Projet_Toulouse_Aerospace_Express)

**> Rencontrer la commission d'enquête en douze lieux différents**

Le public est invité à rencontrer les membres de la commission d'enquête lors de ses treize permanences suivantes :

**□ Au siège de Tisséo-Collectivités :**

- le jeudi 6 juin 2019 de 9h00 à 12h00

**□ À la mairie de Colomiers :**

- le jeudi 6 juin 2019 de 14h00 à 17h00

**□ À la mairie de Labège :**

- le samedi 22 juin 2019 de 9h00 à 12h00

**□ Au siège de Toulouse Métropole :**

- le mercredi 26 juin 2019 de 9h00 à 12h00

**□ À la Maison de la Citoyenneté Sud-Est :**

- le mercredi 26 juin 2019 de 14h00 à 17h00

**□ À la Maison de la Citoyenneté Nord :**

- le mercredi 3 juillet 2019 de 9h00 à 12h00

**□ À la mairie de Blagnac :**

- le mercredi 3 juillet 2019 de 14h00 à 17h00

**□ À la Maison de la Citoyenneté Centre :**

- le lundi 8 juillet 2019 de 9h00 à 12h00

**□ À la Maison de la Citoyenneté Est :**

- le lundi 8 juillet 2019 de 14h00 à 17h00

**□ Au siège du Sicoval :**

- le lundi 15 juillet 2019 de 9h00 à 12h00

**□ À la mairie de Ramonville Saint-Agne :**

- le lundi 15 juillet 2019 de 14h00 à 17h00

**□ À la Maison de la Citoyenneté Rive Gauche :**

- le jeudi 18 juillet 2019 de 9h00 à 12h00

**□ Au siège de Tisséo-Collectivités :**

- le jeudi 18 juillet 2019 de 14h00 à 17h00

Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

> Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites remises à la commission d'enquête seront annexées, dans les meilleurs délais possibles, au registre déposé à Tisséo Collectivités, siège de l'enquête et publiées sur le site internet suivant : [www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Projet Toulouse Aerospace Express](http://www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Projet_Toulouse_Aerospace_Express)

**□ Information et obligations des propriétaires**

En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation.

Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Les intéressés autres que ceux mentionnés aux articles L.311-1 et L.311-2 seront en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à l'indemnité.

**□ Durée et lieux où le public pourra consulter le rapport et les conclusions de la commission d'enquête**

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête restera déposée, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la préfecture de la Haute-Garonne, au siège de Tisséo Collectivités, de Toulouse Métropole et du SICOVAL, aux mairies de Blagnac, de Colomiers, de Labège, de Ramonville-Saint-Agne, à la maison de la citoyenneté Sud-Est, à la maison de la citoyenneté Nord, à la maison de la citoyenneté centre, à la maison de la citoyenneté Est et à la maison de la citoyenneté Rive Gauche de Toulouse, où le public pourra en prendre connaissance.

Les personnes intéressées pourront, à leur frais, obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant au préfet de la Haute-Garonne – Direction de la citoyenneté et de la légalité – 1 place Saint-Étienne – 31038 Toulouse cedex 9.

Enfin, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête pourront être consultés sur le site internet : [www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Projet Toulouse Aerospace Express](http://www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Projet_Toulouse_Aerospace_Express)

**□ Décisions susceptibles d'être adoptées à l'issue de l'enquête**

À l'issue de l'enquête, :

- Toulouse Métropole rendra un avis sur le dossier de mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme de Toulouse Métropole applicables pour les communes de Blagnac, de Colomiers et de Toulouse et du plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de programme local de l'habitat, en cours d'approbation, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint. Si le conseil métropolitain ne s'est pas prononcé dans le délai de deux mois, son avis sera réputé favorable ;
- les communes de Labège et de Ramonville-Saint-Agne, rendront un avis, chacune pour ce qui la concerne, sur le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) applicable pour leur commune respective. S'agissant de la commune de Ramonville-Saint-Agne, sont concernés le PLU en vigueur et celui en cours de révision. En outre, seront joints le rapport et les conclusions de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint. Si les conseils municipaux ne se sont pas prononcés dans le délai de deux mois, leur avis sera réputé favorable.

Par la suite, il reviendra à l'assemblée délibérante de Tisséo Collectivités de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général du projet TAE-CLB.

Enfin, le préfet de la Haute-Garonne se prononcera, par arrêtés :

- Pour l'opération « TAE » : \* sur l'utilité publique de l'opération et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme listés à la rubrique « Description de l'opération soumise à enquête » ci-dessus  
\* sur la cessibilité des parcelles dont il est projeté l'acquisition par voie amiable ou par voie d'expropriation
- Pour l'opération « CLB » : \* sur l'utilité publique de l'opération et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme listés à la rubrique « Description de l'opération soumise à enquête » ci-dessus  
\* sur la cessibilité des parcelles dont il est projeté l'acquisition par voie amiable ou par voie d'expropriation

Le présent avis se substitue à celui relatif au même objet en date du 17 avril 2019.

**Toulouse, le 30 avril 2019**  
**Signé, pour le préfet et par délégation, le secrétaire général, Jean-François COLOMBET**

## CONSTITUTIONS



**ARISTIDE Avocats**  
11 rue Antonin Mercier  
31000 TOULOUSE

## Avis de constitution

Avis est donné de la constitution par acte sous seing privé en date à BLAGNAC, le 29 mai 2019, d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **KEY'S**  
Forme : société par actions simplifiée  
Capital : 1.000 euros  
Siège social : 7 avenue Albert Durand 31700 BLAGNAC

Objet : La Société a pour objet : La prise de participations dans la société SOGECLAIR, société anonyme dont le siège social est à BLAGNAC (31700) 7 avenue Albert Durand, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE sous le numéro 335 218 269, l'acquisition de toutes valeurs mobilières de la société SOGECLAIR, le tout par voie d'achat, d'apport, de souscription, ou de toute autre manière, la gestion de ces participations et valeurs mobilières sous quelque forme que ce soit, et la réalisation desdites participations et valeurs mobilières par vente, cession, échange ou autrement ; La détention, la gestion, le placement de toutes sommes en numéraires, de tous comptes financiers et/ou de capitalisation et/ou titres de placement, et généralement toutes opérations de placement des fonds disponibles de la Société ; Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportant et contribuant à sa réalisation en ce compris la souscription de financements et les garanties à conférer, à l'exclusion de toute opération de placement immobilier.

Il est expressément convenu que la Société aura réalisé son objet social lorsqu'elle détiendra, pendant neuf (9) mois consécutifs, moins de 0,1% des actions de la société SOGECLAIR.

Durée : 99 Années  
Admission aux assemblées : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives.

Exercice du droit de vote : Le droit de vote attaché aux titres de capital est proportionnel à la quotité du capital qu'ils représentent et chaque titre de capital donne droit à une voix.

Sauf exception, les titres sont inaliénables pendant 2 ans à compter de leur souscription ou acquisition ; sauf exception, les titres détenus par M. Philippe ROBARDEY sont inaliénables pendant 7 ans à compter de la constitution de la société.

Toutes transmissions autres que celles entre associés, autres que les rachats par la société de ses propres titres, autres que les transmissions de titres à la suite d'un décès, autres que l'affectation de titres en nantissement en garantie de l'emprunt destiné à les acquérir ou les souscrire, sont soumises à agrément par décision du Comité de Gestion.

Président de la société : M. Marc DAROLLES demeurant 95 rue Nationale 32700 LECTOURE.

La société sera immatriculée au RCS de TOULOUSE.

Pour avis



**SCP ABFM**  
Notaires Associés  
Maitre Olivier FIS  
8 Boulevard Jean Jaurès  
31260 SALIES-DU-SALAT

Suivant acte reçu par Me Olivier FIS, notaire associé au sein de la SCP ABFM Notaires Associés, le 28/05/2019, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : **MALI QUENSA**  
Forme sociale : Société Civile  
Siège social : SALIES-DU-SALAT (31260), 17 Boulevard des Pyrénées

Objet social : l'acquisition, la mise en valeur, la construction, l'administration, la gestion de tous biens ou droits immobiliers, la prise de participation dans toutes sociétés civiles et/ou immobilières, l'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts avec ou sans garanties hypothécaires, éventuellement et exceptionnellement l'aliénation d'un ou plusieurs biens mobiliers ou immobiliers, de tout ou partie de l'actif social par tous moyens. Et généralement toutes opérations, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation

Apports en numéraire : 1.000,00 €, Capital social : MILLE EUROS (1.000,00 €) : 100 parts sociales de 10,00 € chacune, numérotées de 1 à 100.

Gérants pour une durée indéterminée : Mme Sandra Delphine CASTEX, née à TOULOUSE (31000), le 30/07/1979, et Mme Sandrine ISNARDON, née à MONTPELLIER (34000), le 25/03/1977 demeurant toutes deux à MANE (31260) 23 rue de Paloumère.

Clause d'agrément : toute cession entre vifs ou à cause de mort et soumise à agrément.

Immatriculation au RCS de TOULOUSE.

POUR AVIS ET MENTION.



9 avenue Parmentier  
31086 Toulouse

## Avis de constitution

Avis est donné de la constitution par acte SSP en date à TOULOUSE du 31/05/2019 d'une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme : société par actions simplifiée ; dénomination : **OS-MOSE group** ; Capital : 10.000 € divisé en 1.000 actions de 10 € chacune ; Siège social : 44 chemin de Laflaire, 31500 TOULOUSE ; Objet : la prise participation dans toutes sociétés quelle qu'en soit la forme, ainsi que dans tous groupements français ou étrangers ; l'achat, la vente, la souscription, la propriété, la gestion et l'administration de toutes parts, titres et valeurs mobilières, donnant accès immédiat ou différé au capital de toute société ; la gestion administrative, juridique, comptable, financière, commerciale, informatique des sociétés filiales et d'une façon générale, toutes prestations au profit de ses filiales. Durée : 99 années ; Président : Antony GAYRAUD, demeurant 44 chemin de Laflaire, 31500 TOULOUSE ; Directeur Général : Julien BARDOU, demeurant Lieudit La Bonétie, 12350 MALEVILLE ; Commissaire aux comptes : AUDIT VALIDATION ASSISTANCE, AVA, domicilié 8 rue Louis Courtois de Viçose, 31100 TOULOUSE (429 681 141 RCS TOULOUSE) ; Conditions d'admission au assemblées générales et exercice du droit de vote : le droit de vote attaché aux titres de capital est proportionnel à la quotité du capital qu'ils représentent et chaque titre de capital donne droit à une voix ; Agrément : toute transmission de titres de capital, quel qu'en soit le bénéficiaire, sauf s'il est déjà associé, est soumis à agrément préalable donné par décision collective extraordinaire des associés ; immatriculation au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,

## LOU-LE

Société civile immobilière  
au capital de 500 euros  
Siège social : 12 B Chemin de Caminet,  
31330 ONDES  
RCS TOULOUSE

## Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Ondes du 22 mai 2019, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : LOU-LE  
Siège social : 12 B Chemin de Caminet, 31330 ONDES

Objet social : l'acquisition d'immeubles, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement dudit immeuble et de tous autres immeubles bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire ultérieurement, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 500 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire  
Gérance Monsieur Cyril LOUBRADOU demeurant 12 B Chemin de Caminet 31330 ONDES

Madame India LE JEUNE demeurant 12 B Chemin de Caminet 31330 ONDES  
Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas et obtenu à l'unanimité des associés  
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de Toulouse.

Pour avis, La Gérance

Aux termes d'un ASSP en date du 31/05/2019, il a été constituée une SAS ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **STGW**  
Objet social : formation, conseil et solutions informatiques  
Siège social : 13 rue de Chambéry, 31500 TOULOUSE  
Capital : 100 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de TOULOUSE

Président : Monsieur BONAUD Haydar, demeurant 13 rue de Chambéry, 31500 TOULOUSE  
Admission aux assemblées et droits de votes : Chaque action donne droit à une voix

Clause d'agrément : Les actions sont cessibles entre actionnaires avec accord du Président de la société.

Haydar BONAUD

## Avis de constitution

FORME : SCI  
DENOMINATION : **ESTELA**.  
OBJET : acquisition et gestion d'immeubles.

SIÈGE SOCIAL : 2 Place de la COUS-QUILLE 31750 ESCALQUENS

DURÉE : 99 ANNEES.

CAPITAL SOCIAL : 2.000 €

GERANTS : Madame ZUAZO ROBLES Alondra Yuridia épouse SENAC.

Monsieur SENAC Geoffroy, David, tous deux demeurant 2 Place de la COUS-QUILLE 31750 Escalquens.

IMMATRICULATION : RCS Toulouse

Pour avis,

## Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 3 juin 2019, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : **JEMA**  
FORME : Société par actions simplifiée.  
CAPITAL : 300 euros.

SIÈGE : 18 rue Alexandre Fourtanier - 31000 Toulouse.

OBJET : prendre, acquérir, détenir, gérer et céder toute participation dans le capital social et les droits de vote de toutes sociétés, existantes ou à créer, et souscrire à cet effet tout financement.

DURÉE : 99 années.

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT : Les cessions d'actions sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés statuant selon les règles définies à l'article 21 des statuts.

PRÉSIDENT : Mme Caroline LABADIE, demeurant 7 rue Fourquevaux - 31400 Toulouse.

IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse.



## Avis de constitution

Avis est donné de la constitution de la Société par Actions Simplifiée **GREEN CONFORT**

SIÈGE SOCIAL : PLAISANCE DU TOUCH 31830 - 3 impasse des Cygnes

OBJET : La vente, l'installation, la maintenance de solutions de chauffage, d'installations photovoltaïques et de climatisation

DURÉE : 99 années

CAPITAL : 2 000 euros

PRESIDENCE : Monsieur Yassine BOUCHELAALA - demeurant 3 impasse des Cygnes - 31830 PLAISANCE DU TOUCH.

DROIT DE VOTE : Chaque action donne le droit au vote.

AGREMENT : Les cessions d'actions sont libres.

IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE

Pour avis,

## AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution de la Société à responsabilité limitée à associé unique **Atelier HELEN B** :

Siège : 6 Rue Maurice Hurel, Parc d'activités de la Plaine 31500 TOULOUSE

Objet : l'agencement et la décoration d'intérieur : le conseil, l'étude et la réalisation ; la vente d'objets d'ameublement et de décoration

Durée de la Société : 99 années

Capital : 2 000 euros

Gérance : Madame Hélène BARBATO demeurant 11 Rue Notre Dame 31480 COX

Immatriculation au RCS de TOULOUSE.

Pour avis, la Gérance



**Maître Elise SOULIE**  
Notaire à LABEGE,  
1389, Voie l'Occitane,  
La Pointe Bleue.

## Insertion - cession de fonds de commerce

Suivant acte reçu par Maître Elise SOULIE, Notaire à LABEGE (Haute-Garonne), 1389, Voie l'Occitane, La Pointe Bleue, le 21 mai 2019, enregistré à TOULOUSE, le 27 mai 2019, Dossier 201900030479-Référence 3104P03 2019N01866, a été cédé par :

La Société dénommée **R.G.K.**, Société à responsabilité limitée au capital de 1000€, dont le siège est à SALLES-SUR-L'HERS (11410), 9 impasse Paul Monie Les Jardins de Cazal, identifiée au SIREN sous le numéro 538017674 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CARCASSONNE.

La Société dénommée **L'ANDALOUSE**, Société par actions simplifiée au capital de 10000 €, dont le siège est à NAILLOUX (31560), route Saint-Léon Zone Artisanale du Buisson, identifiée au SIREN sous le numéro 850122748 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

Le fonds de commerce de vente de fruits, légumes et dérivés, fromages et épicerie fine sis à NAILLOUX (31560) route de Saint-Léon, Zone Artisanale du Buisson, connu sous le nom commercial «Au panier d'Antan», et pour lequel il est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE, sous le numéro 538017674

Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu et en a la jouissance à compter du jour de la signature de l'acte.

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de QUATRE-VINGT-SEIZE MILLE EUROS (96 000,00 EUR), s'appliquant :

- aux éléments incorporels pour SOIXANTE-CINQ MILLE EUROS (65 000,00 EUR),

- au matériel pour TRENTE ET UN MILLE EUROS (31 000,00 EUR).

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

## TRANSFERTS DE SIÈGE



11 rue Antonin Mercier  
31000 TOULOUSE

## HABITAT &amp; ENERGIES par abréviation H &amp; E

Société à responsabilité limitée  
au capital de 10.000 euros  
Siège social : 10 Place de la Poste  
31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Transféré à :

59 B, Avenue de la Marquaille  
31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE  
523386605 RCS TOULOUSE

Aux termes des décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 2019, il a été décidé de transférer le siège social, à compter du 28 mai 2019 :

- du : 10, Place de la Poste 31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE

- au : 59 B, Avenue de la Marquaille 31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE

L'article 4 des statuts intitulé SIEGE SOCIAL a été modifié en conséquence :

Ancienne mention :

Le siège social est fixé : 10, Place de la Poste 31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Nouvelle mention :

Le siège social est fixé : 59 B, Avenue de la Marquaille 31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Pour avis

## COOPERATIVE DES ARTISANS BATISSEURS MAISONS INDIVIDUELLES PAR ABREVIATION CAB. MI

Société coopérative artisanale à responsabilité limitée  
au capital de 3.750 €  
Siège : 11 bis Rue de la Bruyère  
31120 PINSAGUEL  
788750768 RCS de TOULOUSE

Par décision de l'AGE du 16/04/2019, il a été décidé de transférer le siège social à compter du 01/05/2019 au 26 Vieux chemin de Saint Clar 31600 MURET. Mention au RCS de TOULOUSE.

## SOCIETE INDUSTRIELLE AUTOMOBILES DU COMMINGS

SA au capital de 183.000 €

Siège social :

ZAC DES LANDES, AVENUE DU PIC DU MIDI, 31800 Estancarbon

546 480 062 RCS de Toulouse

L'AGE du 26/04/2019 a décidé de transférer le siège social de la société 6 BOULEVARD DES LANDES, ZAC DES LANDES, 31800 Estancarbon, à compter du 01/04/2019

Mention au RCS de Toulouse

## SOCIETE FINANCIERE DU COMMINGS

SAS au capital de 36.450 €

Siège social :

ZAC DES LANDES, AVENUE DU PIC DU MIDI, 31800 Estancarbon

433 804 887 RCS de Toulouse

L'AGE du 26/04/2019 a décidé de transférer le siège social de la société ZAC DES LANDES, 6 BOULEVARD DES LANDES, 31800 Estancarbon, à compter du 01/04/2019

Mention au RCS de Toulouse

## NOMINATIONS GÉRANT(S)



13, impasse teynnier  
31100 Toulouse

## TOULOUSE EMBALLAGES

Société par actions simplifiée  
au capital de 100 000 euros  
Siège social : 7 rue de l'Ourmède  
EUROCENTRE, 31620 CASTELNAU  
D'ESTRETEFONDS CEDEX  
RCS TOULOUSE 400 829 446

Aux termes d'une décision en date du 30/04/2019, l'associée unique a nommé la société ENVIRIS FRANCE, SAS au capital de 8 000 000 euros, dont le siège social est 7 rue de l'Ourmède Eurocentre 31621 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 812 534 923, en qualité de Présidente en remplacement de la société ENVIRIS INTERNATIONAL, démissionnaire ; et a pris acte de la démission de la société ENVIRIS CAPITAL de ses fonctions de Directrice Générale à compter du 30/04/2019 sans procéder à son remplacement.

POUR AVIS, le Président.



13, impasse teynnier  
31100 Toulouse

## I.N.R.R. INDUSTRIE NOUVELLE DE RECUPERATION ET REPARATION

Société par actions simplifiée  
au capital de 104 000 euros  
Siège social : 7 rue de l'Ourmède,  
31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS  
RCS TOULOUSE 330 320 045

Aux termes d'une décision en date du 30/04/2019, l'associée unique a nommé la société ENVIRIS FRANCE, SAS au capital de 8 000 000 euros, dont le siège social est 7 rue de l'Ourmède Eurocentre 31621 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 812 534 923, en qualité de Présidente en remplacement de la société ENVIRIS INTERNATIONAL, démissionnaire ; et a pris acte de la démission de la société ENVIRIS CAPITAL de ses fonctions de Directrice Générale à compter du 30/04/2019 sans procéder à son remplacement.

POUR AVIS, le Président.

13, impasse teynnier  
31100 Toulouse

## ENVIRIS FRANCE

Société par actions simplifiée  
au capital de 8 000 000 euros  
Siège social : 7 rue de l'Ourmède  
Eurocentre, 31621 CASTELNAU  
D'ESTRETEFONDS  
RCS TOULOUSE 812 534 923

Aux termes d'une décision de l'associée unique en date du 30/04/2019, la société HBI, SARL au capital de 1 000 euros, dont le siège social est situé 7 rue Alfred Grandidier 31500 TOULOUSE, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 843 660 945, a été nommée en qualité de Présidente à compter du 30/04/2019 en remplacement de la société ENVIRIS INTERNATIONAL, démissionnaire, laquelle a été nommée Directrice Générale à compter du 30/04/2019 en remplacement de Monsieur Christophe BENETON, démissionnaire. Il est également pris acte de la démission de la société ENVIRIS CAPITAL de ses fonctions de directrice générale à compter du 31/05/2019.

POUR AVIS, le Président.

13, impasse teynnier  
31100 Toulouse

## TOULOUSE SERVICES PALETTES - T.S.P.

Société par actions simplifiée  
au capital de 10 100 euros  
Siège social : 7 rue de l'Ourmède  
EUROCENTRE, 31620 CASTELNAU  
D'ESTRETEFONDS  
RCS TOULOUSE 491 049 938

Aux termes d'une décision en date du 30/04/2019, l'associée unique a nommé la société ENVIRIS FRANCE, SAS au capital de 8 000 000 euros, dont le siège social est 7 rue de l'Ourmède Eurocentre 31621 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 812 534 923, en qualité de Présidente à compter du 30/04/2019 en remplacement de la société ENVIRIS INTERNATIONAL, démissionnaire ; et a pris acte de la démission de la société ENVIRIS CAPITAL de ses fonctions de Directrice Générale à compter du 30/04/2019 sans procéder à son remplacement.

POUR AVIS, le Président.

13, impasse teynnier  
31100 Toulouse

## E.DE

Société par actions simplifiée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social :  
7 rue de l'Ourmède Eurocentre,  
31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS  
RCS TOULOUSE 814 496 501

Aux termes d'une décision en date du 06/05/2019, l'associée unique a nommé la société ENVIRIS FRANCE, SAS au capital de 8 000 000 euros, dont le siège social est 7 rue de l'Ourmède Eurocentre 31621 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 812 534 923, en qualité de Présidente à compter du 06/05/2019 en remplacement de la société ENVIRIS INTERNATIONAL, démissionnaire.

POUR AVIS, le Président.

**MODIFICATIONS  
OBJET SOCIAL**



40 place des Carmes  
31000 TOULOUSE

**VUECOM**

Société par actions simplifiée  
Au capital de 10.000 euros  
Siège social : 26 Chemin de la  
Glacière - 31200 TOULOUSE  
839 469 095 TOULOUSE

Suivant AGE du 2/06/2019, les associés ont décidé d'étendre l'objet social aux activités de : les travaux d'isolation des toitures, l'agencement des combles perdus, le nettoyage de toiture, les travaux de couverture, le traitement du bois, la vente et l'installation d'appareil de chauffage, la vente et l'installation de panneau photovoltaïque, l'intermédiaire en opération de banque et service de paiement à compter du 2/06/2019 et décidé de modifier en conséquence l'article 2 des statuts comme suit : Ancienne mention : la location, l'achat, la vente de matériel de télécommunications, la prestation d'intermédiaire en téléphonie, l'édition publicitaire, la prestation de service dans ce domaine, l'activité d'agent de publicité, l'édition pure, la commercialisation de tout objet de communication, les droits de photographie ainsi que les prises de vues et les illustrations, toutes activités de conseils et d'études ou d'autres services dans le secteur de l'édition pure et de l'édition publicitaire, la valorisation des certificats d'économie d'énergie, le courtage en assurance et en crédit, la vente à domicile de tous produits. Nouvelle mention : les travaux d'isolation des toitures, l'agencement des combles perdus, le nettoyage de toiture, les travaux de couverture, le traitement du bois, la vente et l'installation d'appareil de chauffage, la vente et l'installation de panneau photovoltaïque, l'intermédiaire en opération de banque et service de paiement, la location, l'achat, la vente de matériel de télécommunications, la prestation d'intermédiaire en téléphonie, l'édition publicitaire, la prestation de service dans ce domaine, l'activité d'agent de publicité, l'édition pure, la commercialisation de tout objet de communication, les droits de photographie ainsi que les prises de vues et les illustrations, toutes activités de conseils et d'études ou d'autres services dans le secteur de l'édition pure et de l'édition publicitaire, la valorisation des certificats d'économie d'énergie, le courtage en assurance et en crédit, la vente à domicile de tous produits. Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

Pour avis. Le Gérant

**Pour vos demandes  
de DEVIS**

32 Rue Riquet  
31000 Toulouse



**MODIFICATIONS  
CAPITAL SOCIAL**

**ADEFI FORMATION**  
Société à Responsabilité Limitée  
Capital : 8.000,00 €  
Siège social : 1 Impasse Marcel Char-  
lard Bâtiment 3 - 31100 TOULOUSE  
RCS TOULOUSE 498 157 197

**Modification  
de l'objet social**

Aux termes de l'assemblée générale des associés en date du 07 mai 2019, il a été décidé d'étendre et compléter l'objet social ainsi qu'il suit :  
« fourniture de tout type de prestation de formation continue, professionnelle et diplômante, y compris en alternance, professionnalisation et apprentissage, dans tous les secteurs d'activité à l'intention des entreprises, des particuliers, des associations, des demandeurs d'emploi, des collectivités et des organismes publics ».

Le gérant pour avis.

**ROAD LIGHT** Société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros 46 Route de Narbonne 31320 AUZEVILLE TOLO-SANE 833 150 337 RCS Toulouse **MODIFICATION DU CAPITAL** Par délibération en date du 2 mai 2019, l'assemblée générale a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 300.000 euros par voie d'émission de 300 000 actions nouvelles. Le capital social est désormais fixé à la somme de 301.000 euros. L'article 7 des statuts a été modifié en conséquence. Mention sera faite au RCS de Toulouse.

Pour avis

**DISSOLUTION**

**Tempo & Solutions**  
Société à responsabilité limitée  
En liquidation  
au capital de 500 euros  
Siège social : 27 rue de Savoie  
31170 Tournepuisselle  
842 843 823 RCS Toulouse

**Avis de publicité**

Par décision du 31/05/2019, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31/05/2019 et sa mise en liquidation.

A été nommé Liquidateur Monsieur PERALDO Thierry, demeurant 27 rue de Savoie 31170 Tournepuisselle, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé au 27 rue de Savoie 31170 Tournepuisselle, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Toulouse. Mention sera faite au RCS : Toulouse.

Pour avis,



**Notre ADRESSE MAIL**

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

**LIQUIDATION**



FIDUCIAL SOFIRAL

Société d'Avocats  
2 Impasse Couzinet  
Parc de la Plaine - BP 95818  
31505 TOULOUSE CEDEX 5

**BATAILLOU  
Michel et Daniel  
Verre Sablé**  
SARL en liquidation  
au capital de 15 244,90 euros  
Siège social et de liquidation :  
61 Chemin Lapujade  
31200 TOULOUSE  
389 250 101 RCS TOULOUSE

L'Assemblée Générale réunie le 30/01/2019 au 61 Chemin Lapujade 31200 TOULOUSE a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé M. Michel BATAILLOU demeurant 38 avenue Victor SEGOFFIN 31400 TOULOUSE de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE, en annexe au RCS.

Pour avis  
Le Liquidateur

**DIVERS**



6, place de l'Hôtel de Ville  
32600 L'ISLE JOURDAIN

Aux termes d'une Assemblée Générale Ordinaire en date du 18 juin 2018, les actionnaires de la société **EUROPE ANALYSE PARTICIPATION - EURAP**, société par actions simplifiée au capital de 500.000 €, dont le siège social est 75, voie du Toec 31076 TOULOUSE, immatriculée au RCS TOULOUSE sous le numéro 344 934 377, ont décidé de ne pas renouveler les mandats arrivés à échéance en date du 31 décembre 2018 du CABINET BERNARD BIROT PAUL CONTINENTE, Commissaire aux comptes titulaire et de BIROT Bernard, Commissaire aux comptes Suppléant et de ne pas en nommer de nouveaux. Mention au RCS TOULOUSE



**Amenagement  
de régime matrimonial**

Suivant acte reçu par Me Antoine VANISCOTTE, Notaire Associé à COLOMIERS (31770), le 14/05/2019. **M. Jean Marc NAUCHE**, né à TOULOUSE (31) le 2/06/1952, et Mme Sandra **ROSSETTO**, née à ODERZO (ITALIE) le 14/03/1951, son épouse, demeurant ensemble à PIBRAC (31820) chemin de Begue, initialement mariés à la mairie de SAINT JORY (31790) le 30/12/1972 sous le régime légal de la communauté d'acquêts, et actuellement mariés sous le régime de la communauté universelle aux termes d'un acte contenant changement de régime matrimonial reçu par Me GARRIGOU notaire à COLOMIERS le 2/03/1998 ; Usant de la faculté qui leur est accordée par l'article 1397 du Code civil ont déclaré conjointement convenir, dans l'intérêt de leur famille, d'aménager leur régime matrimonial comme suit : Seront seuls exclus de la communauté et resteront propres à chaque époux, sauf récompenses s'il y a lieu, les biens donnés ou légués sous la condition expresse qu'ils n'entrent pas dans la communauté, et ceux acquis à titre d'emploi ou de remploi de ces biens propres. Seront également exclus de la communauté et resteront propres à M. NAUCHE tous les droits de quelques natures que ce soit à recevoir par donation ou succession de Mme Alice COURPET veuve NAUCHE, portant sur le bien immobilier situé à COLOMIERS (31770) 77Bis rue du Prat ; Et ses héritiers pourront faire la reprise des apports et capitaux tombés dans la communauté du chef de leur auteur, uniquement concernant les droits de quelques natures que ce soit sur ledit bien immobilier. Les oppositions pourront être faites dans le délai de 3 mois et devront être notifiées par L.R.-A.R ou exploit d'huissier à Me VANISCOTTE, 15 rue de Limogne - 31770 COLOMIERS. En cas d'opposition les époux peuvent demander l'homologation de l'aménagement de régime matrimonial au TGI de TOULOUSE.

Pour insertion, Le notaire.

**DUTY IMMO**  
SCI au capital de 156 €  
Siège social :  
65, rue des Vignes, 31200 Toulouse  
443 648 217 RCS de Toulouse  
L'AGE du 31/05/2019 a décidé de transférer le siège social de la société 17, allée du Mont Vallier - Villa n° 14, 31770 Colomiers, à compter du 31/05/2019  
- Nommer en qualité de Gérant M. BOUZIANE Samir, demeurant 17, allée du Mont Vallier - Villa n° 14, 31770 Colomiers, en remplacement de M. DUCROS Jérôme  
Mention au RCS de Toulouse

M. JONQUET Paul-Emmanuel Hadrien Victor Georges Jean, né(e) le 04/01/1991 à L'UNION (31240), demeurant 12 Grande Rue L'Enclos 31180 ROUFFIAC-TOLOSAN, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronyme celui de JONQUET SÉGALA.



**AVIS DE DE SAI SINE DE LEGATAI RE UNIVERSEL- DELAI D'OPPOSITION**  
Suivant testament olographe en date du 11 mai 2007 et codicile du 24 octobre 2011, Madame Marie Jeanne Léontine RIGOLAINE a consenti un legs universel. Le notaire chargé du règlement de la succession est Maître GÉRALD BESANCENOT, notaire à SAINT-GAUDENS (31800) 18 Place Jean Jaurès.

Avis de transformation :  
Au terme d'une AGE du 04/06/2019, il a été décidé de transformer l'association **Merci René** (SIREN n°840793285), déclarée à la Préfecture de Haute-Garonne sous le n°W313027487, publiée au JO le 26/01/2018, en SCOP SARL à Capital variable. Capital Variable : 5000€, ni inférieur à 2500€ ou à 1/2 du capital le plus élevé atteint. Siège social : 7 place Valentin HAYU 31100 TOULOUSE. Gérant : M. Olivier HUE, demeurant 7 place Valentin HAYU 31100 TOULOUSE. Immatriculation au RCS de Toulouse.

**RECTIFICATIFS**

Additif à l'annonce parue le 23/05/2019 concernant la **SAS PAM / LA STORIA**. Il convient d'ajouter :

Clause d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Conditions d'admission : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix. Immatriculation RCS TOULOUSE.

Rectificatif à l'annonce publiée dans Le Journal Toulousain du 23/05/2019 concernant **SCI TOMAZ** : Il fallait lire :

- Objet social : Acquisition, revente, gestion et administration civiles de tous biens et droits immobiliers lui appartenant.  
- Gérante : Mme TOMAZ Laure

Rectificatif à l'annonce parue le 07/03/2019 concernant la **SARL EPICRIE SAINT CLAR**, il convient lire que l'adresse est 46 La Grande Place 31600 ST Clar de Rivière.

**NOTRE  
TÉLÉPHONE**



09 83 27 51 41



**BULLETIN D'ABONNEMENT JOURNAL TOULOUSAIN**

ABONNEMENT 6 MOIS / 26 € : édition papier + web sur Internet  
ABONNEMENT 1 AN / 48 € : édition papier + web sur Internet

6 MOIS  1 AN

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
CP \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Mail \_\_\_\_\_

**Règlement :**

- Par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulousain
- Par carte bancaire (nous contacter au 09 83 27 51 09)
- Par virement : Titulaire : NEWS-MEDIA 31  
Domiciliation : CREDITCOOP TOULOUSE  
IBAN : FR76 42 55 9100 0008 0104 6683 177  
Code BIC : CCOFRRPPXXX - Code Banque : 42559  
Code guichet : 10000 - N° Compte : 0801466831 - Clé 77

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à l'ordre de :  
Le Journal Toulousain  
32, rue Riquet - 31 000 Toulouse



Signature obligatoire